Cahiers de
l'humanisme libertaire
REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Août-septembre 1963 — Nouvelle série - N[os] 93-94 — ABONNEMENT ANNUEL : **5** F — LE NUMERO : **0,45** F

VOLONTÉ DE VÉRITÉ

Nous heurtons souvent des idées faites ou couramment admises dans les milieux révolutionnaires qui nous sont les plus proches, et aux yeux de nombre de ceux qui se contentent des explications et des raisonnements généralement répandus, nous sommes parfois suspects de déviationnisme. Mais cela ne nous empêche pas de continuer à juger les choses en toute indépendance de pensée, en nous efforçant de toujours mieux les connaître.

Car les choses, quelles qu'elles soient, ne sont simples que quand on ne les approfondit pas ; et, fatalement, nous sommes en désaccord avec les explications superficielles, même si celles-ci paraissent profondes pour ceux qui n'y connaissent rien.

Par exemple, les problèmes d'Amérique centrale et du Sud, dont nous nous sommes occupés et continuerons de nous occuper, ne peuvent s'expliquer, pour qui a vécu dans ces régions et suivi pas à pas leur évolution, par l'influence de l'impérialisme nord-américain, tarte à la crème de ceux qui ignorent tout de l'histoire humaine, économique et politique, des traditions, des mœurs, des conflits raciaux, des structures traditionnelles, des castes et des couches sociales enracinées dans les différentes nations de cette partie du monde. La grande propriété agraire, la pratique généralisée de l'usure, la bureaucratie pullulante, le militarisme, les luttes des partis, l'absence de civilité, l'amoralité et l'immoralité qui sévissent depuis des siècles sont les causes premières et dominantes de la situation des populations pauvres, et avec ou sans impérialisme nord-américain le sort de celles-ci serait ce qu'il est. A tel point qu'un journaliste anarchiste, de toute sa vie, écrivait dernièrement dans le Monde, *devant les luttes acharnées et stérilisantes des partis et des syndicats, que la seule perspective d'organisation et de structuration de la Bolivie ne semblait être possible que par l'armée. Cela nous semble monstrueux, et pourtant...*

Autre problème : celui de l'Algérie. On sait que nous n'avons jamais été emballés par le nationalisme algérien. Une des raisons était l'impossibilité, dans les conditions hier prévisibles, pour l'Algérie de se suffire à elle-même. Si le régime tient jusqu'à maintenant, c'est grâce à l'aide nord-américaine qui maintient physiquement 2.500.000 personnes, à celle de sociétés protestantes qui en maintiennent environ six cent mille et aux copieux subsides accordés par le général de Gaulle. Sinon, tout se serait déjà écroulé.

Autre problème encore. Luce Ottié montre dans l'article que nous publions que l'Etat n'est pas, fatalement, l'instrument des trusts ; qu'au contraire, il les combat souvent, principalement aux U.S.A. Cela aussi tranche avec les affirmations catégoriques, les articles de foi obligatoires auxquels nous sommes habitués.

On pourrait ajouter d'autres exemples. La place nous manque. L'essentiel est que, toujours animés par une inflexible volonté de vérité, nous n'acceptons pas les explications simplistes, paresseuses et fausses, périmées, les mensonges partisans et les tabous théoriques. Si tous les révolutionnaires agissaient ainsi, ils éviteraient bien des déductions et des positions fausses qui ne mènent qu'à des défaites.

ENTRETIEN AVEC NOS AMIS

L'ÉCOLE QU'IL NOUS FAUT FONDER

La dénomination d'humanistes libertaires que nous avons cru préférable d'adopter parce qu'elle nous paraît plus juste, plus conforme à notre esprit et à la largeur de nos buts, nous apparaît déjà comme un stimulant intellectuel et nous pousse à un travail créateur auquel nous croyons nécessaire de convier ceux qui sont, en principe, d'accord avec nous. De nouveaux horizons s'entrouvrent, de nouvelles recherches, de nouvelles tâches, de nouvelles élaborations nous sollicitent, qui sont indispensables si nous voulons proposer un faisceau de principes vivants et de conceptions fécondes se projetant sur l'avenir.

Nous avons déjà indiqué, en exposant nos projets, la nécessité de fonder une école semblable, toutes proportions gardées, aux écoles philosophiques qui ont, avant l'ère chrétienne, fleuri dans l'ancienne Grèce et qui consistaient en l'effort commun d'un certain nombre d'hommes communiant dans une pensée essentielle, et dont chacun apportait le fruit de ses recherches et de ses méditations. On peut aussi bien parler d'écoles semblables dans le développement de la pensée philosophique et sociale, tant au dix-neuvième qu'au vingtième siècle. Dans le mouvement coopératif, l'Ecole de Nîmes, dont Charles Gide fut la figure dominante, est un des exemples les plus récents.

La différence entre une école et un parti, ou un mouvement constitué, est que, par définition, on y étudie sans cesse et, avant tout, on s'y livre à des investigations, on réexamine ce qui semblait définitivement acquis, on suit les faits et on raisonne en vertu de leur évolution, on amplifie, on rectifie, on complète, on crée. Tandis que dans les partis, et même dans les mouvements constitués, on vit généralement sur la pensée et les justifications acquises, sur les vérités établies ou ce que l'on croit tel, sur un ensemble de principes, de méthodes, de conclusions qui sont devenus des dogmes tant sous l'aspect théorique que tactique (par exemple, la théorie de la « prise au tas » et la tactique de la révolution armée). Et cette sclérose intellectuelle et pratique conduit au néant.

Nous ne partons donc pas avec l'esprit dominant dans ces mouvements, et qui du reste n'était pas tout à fait le nôtre dans la période où, rompant déjà avec certaine tradition ankylosante, nous avons préféré nous appeler socialistes libertaires. Mais le nouveau pas que nous avons fait nous pousse, et nous en sommes heureux, à aller plus loin.

La conception — libertaire — de l'humanisme nous est propre en ce sens qu'elle implique toute une philosophie et une interprétation de l'histoire, considérée sous son aspect positif comme le développement biologique de la civilisation humaine ; et comme le prolongement, dans une unité d'interprétation et de faits se succédant et s'enchaînant, de la leçon générale qui se dégage de ces faits.

Partant de ces conceptions, un immense travail constructif s'offre à nous que nous pouvons ne réaliser qu'en partie, selon l'aide que nous recevrons, mais qui, même dans ce cas, suffirait à nos ambitions immédiates. Ce travail implique un plan, un programme d'ensemble.

Si l'humanisme est l'affirmation de l'homme et de l'individu — ce qui dit beaucoup et ne dit rien — il est avant tout cette vision des réalisations de *l'espèce* humaine dans le temps et dans l'espace. Il suppose donc, d'abord, à la fois documentation, connaissance précise et adhésion solidaire et fraternelle de notre pensée

et de notre cœur à cette œuvre progressive, aux efforts lents et tenaces de l'humanité ; une vue de l'évolution de cette dernière, avec ses avances et ses reculs, ses faiblesses et ses forces, ses conquêtes vitales, matérielles, nécessaires au maintien et au développement physique de l'espèce, ses réalisations techniques, la naissance et le développement de la pensée, de la science, de l'art, de tout ce qui constitue les caractéristiques instrinsèques de l'homme, généreusement considéré. Et chacune des disciplines intellectuelles, des découvertes dues au génie humain, à l'inquiétude, au besoin de savoir, de connaître, de découvrir, de servir ses semblables... Il y a là un champ d'activité inépuisable. D'autres, qui furent légion, se sont livrés avant nous à ces recherches, et les résultats de leurs travaux sont à notre disposition. Ce qui nous caractérise, c'est la volonté de tirer de cette œuvre immense des hommes sur la terre des conclusions philosophiques et sociologiques qui en même temps étaieront nos principes et nous serviront de guides pour l'avenir. Nous opposerons ainsi cette conception de l'histoire, humaniste et libertaire, à celle, prépondérante, qui donne le premier rôle à l'autorité.

Ce plan englobe donc toutes les activités utiles de l'humanité, que nous avons sommairement énumérées, et l'on voit combien elles sont nombreuses. Mais il englobe aussi l'histoire de la pensée. Telle celle des écoles philosophiques grecques qui, dans l'ensemble, furent essentiellement humanistes en ce sens que, matérialistes, elles éliminaient l'autorité d'un Dieu créateur et maître de l'univers, et donc l'interprétation autoritaire de la vie. Il serait très utile, par exemple, d'établir tous les points de contact qui se retrouvent entre la philosophie des stoïciens et la philosophie libertaire — Kropotkine s'y était déjà référé, mais à notre avis d'une façon trop limitée. Et, partant de cette base (sans ignorer ce que l'on peut retenir de certains aspects de la pensée chinoise et hindoue, beaucoup moins riche), de retenir de que l'on peut glaner dans certains aspects du christianisme, ou d'interprétation du christianisme, dans le bouddhisme et plus tard dans certaine pensée arabe, pour arriver aux horizons ouverts de la Renaissance, tant dans l'ordre scientifique que philosophique et, par la suite, aux philosophes anglais, aux encyclopédistes français, sans oublier les isolés qui les ont précédés comme Rabelais, La Boétie, Montaigne et même certains poètes comme Jean de Meunget, Rutebeuf ou l'esprit des fabliaux du Moyen Age.

Tout cela conduisant à la philosophie, à la pensée sociale de la fin du dix-huitième et du début du dix-neuvième siècles, et aux principes politiques du libéralisme sur lesquels se sont greffées tant les critiques et les conceptions d'un Robert Owen, d'un Godwin, que d'un Sylvain Maréchal et d'un Proudhon, avec les prolongements qui aboutirent à l'école anarchiste, maintenant et depuis assez longtemps en décadence, mais dont la pensée fondamentale sera reprise dans l'avenir par des hommes ayant l'envergure et l'esprit novateur qui s'imposent.

Parallèlement d'autres études pourront et devront être faites. Il est certain que le coopératisme est en soi une école libertaire (les pionniers de Rochdale ne faisaient en rien intervenir une structure ou une méthode politico-autoritaire dans leur activité et dans leur idéal). Il est non moins certain que le syndicalisme révolutionnaire était aussi opposé à une telle structure. On peut en dire de même du mutuellisme, ou mutualisme, et de ses activités diverses. Et de toutes les pratiques d'entraide dont Kropotkine voulait faire le principe essentiel de la vie sociale.

Toutes ces choses, que nous énumérons un peu à bâtons rompus, devront être reprises par nous afin de constituer une doctrine cohérente (1). Nous nous limitons maintenant à une première ébauche que nous espérons suffisante pour montrer que la création de l'école humaniste libertaire est parfaitement possible et doit être envisagée. Nous ajoutons aussi que nous ne pensons nullement nous limiter à cette élaboration d'une philosophie sinon entièrement nouvelle, spécifiquement formulée. Toutes les activités pratiques concordant avec nos buts et notre pensée devront recevoir notre appui décidé. Dans la mesure où cela sera possible, nous devrons même les susciter, car nous ne prétendons pas nous limiter au seul domaine théorique. Une expérience comme celle du Frigorifique Artigas, de Montevideo, et que, selon ce que nous écrit Laureano Riera lui-même, les anarchistes, à la remorque des communistes et des castristes, combattent stupidement, recevrait notre soutien fraternel le plus résolu.

Nous demandons à ceux qui sont d'accord avec notre projet d'études d'envoyer leurs suggestions complémentaires. Nous demandons à ceux qui, même isolés, peuvent y collaborer en s'occupant de travaux se rapportant à l'un des points énumérés, ou à un autre qui lui apparaîtrait utile, de prendre contact avec nous afin de coordonner nos efforts. L'école qu'il nous faut fonder, avec ses vastes perspectives et ses racines profondes, doit être une œuvre collective ; il nous faut l'apport de tous ceux qui peuvent contribuer à cette tâche historique et nécessaire.

(1) Nous employons le mot doctrine au sens de « ensemble de notions et de conceptions convergentes ». Peut-être pourrait-on trouver un vocable plus approprié ?

OU VA L'ANARCHISME ESPAGNOL ?

Gaston LEVAL

Nous avions, il y a près d'un an, publié un article dans lequel nous affirmions que ce qu'on appelle « l'émigration républicaine espagnole » était en grande partie responsable du maintien de Franco au pouvoir. Nous en donnions comme raison le manque de sérieux, de cohérence, de volonté sincère d'entente, de responsabilité politique et historique des différents secteurs antifranquistes existant à l'étranger : socialistes, républicains de différentes tendances, catalanistes, basques, mouvement syndical de l'Union Générale des Travailleurs et, enfin, Confédération Nationale du Travail, qui pendant quinze ans s'est maintenue divisée en deux tendances hostiles, comme l'est toujours du reste l'organisation syndicale réformiste dont une partie est communisante et l'autre socialisante, ou d'obédience socialiste. Ajoutons l'ensemble de l'anarchisme militant, ou ce qui en reste.

Et encore ne s'agit-il, ici, que des grandes lignes qu'offre cette mosaïque de l'émigration. Il y a des sous-secteurs et des tendances actives au sein de chacun.

Il ne semble pas qu'il soit facile de sortir de cette situation. Par exemple, les deux courants antagoniques de la Confédération Nationale du Travail se sont réconciliés il y a trois ans, après quinze ans de luttes acharnées. A l'occasion de cette réconciliation, on a tenu des réunions, des meetings, parlé et écrit beaucoup. Mais, pratiquement, cela n'a mené à rien. Le mouvement syndical libertaire n'en a acquis ni plus de force, ni surtout plus de dynamisme. Après, aussi, une quinzaine d'années de divorce entre les deux grandes centrales ouvrières, on a fait récemment une espèce de pacte d'alliance maintenant célébrée aussi dans de nombreuses réunions et de nombreux meetings. Et ce sera tout, comme à l'habitude : palabras, palabras y palabras.

Car le travail sérieux aurait consisté à constituer des commissions d'étude, à élaborer un plan d'action d'envergure, à s'efforcer de mettre debout une conception valable — politique, économique et sociale — de l'Espagne postfranquiste et à influencer les partis politiques pour les faire se réunir et unifier leur action. Mais on ne va pas si loin ; *on ne veut pas* aller si loin. Incapacité des meneurs, certes, mais aussi obstination de ne pas s'entendre, malgré la comédie jouée pour tromper le gros des adhérents qui, eux, sont toujours prêts à se grouper pour des fins communes. Et même, quand on parvient à des liaisons organiques, comme il est arrivé avec la réconciliation des deux tendances hostiles de la C.N.T., les manœuvriers qui composent les comités s'arrangent pour qu'aucun travail pratique ne soit fait. C'est déplorable, c'est écœurant, mais c'est ainsi.

On préfère déclamer beaucoup contre Franco, accuser les démocraties de le soutenir. Cela ne demande ni efforts, ni responsabilités. Et on est tellement au-dessous de la compréhension nécessaire du problème et des véritables tâches historiques que l'on exige desdites démocraties qu'elles chassent le dictateur en ajoutant qu'elles n'ont pas à s'occuper de ce qui viendra par la suite : luttes entre les partis, guerre civile, etc. C'est à se demander quel est le niveau mental de ceux qui parlent ainsi.

Rien de changé donc, et rien ne devra changer de par l'action des partis, des fractions, des tendances et du gouvernement républicain en exil. Franco finira par partir, ou par mourir, et sera remplacé par un roi, plus ou moins libéral, que l'armée appuiera. On aura alors beau jeu de continuer à déclamer dans les meetings, et de remplir des colonnes de journaux.

Arrivons-en à un problème qui nous touche de plus près encore. Admettons que les forces de gauche, les secteurs révolutionnaires, aient, dans cette monarchie, le droit de s'organiser, comme elles l'ont eu hier, malgré des périodes de réaction que nous n'oublions pas. Quel sera l'avenir du mouvement libertaire, de la Confédération Nationale du Travail ? Disons nettement qu'il nous apparaît des plus sombres. Ceux qui, depuis des années, font profession de diri-

geants du mouvements libertaire en exil, et le font si bien que bon nombre des militants de base, parmi les meilleurs, se sont retirés, déçus et désespérés, semblent poursuivre la disparition de notre mouvement, car ils ne font rien en vue de cet avenir. Incapacité, certes, mais aussi indifférence que n'arrivent pas à masquer les flots d'éloquence démagogique.

La vérité est qu'aujourd'hui le parti communiste espagnol, savamment organisé et extraordinairement actif, est, en Espagne, en train de pénétrer partout : dans le monde estudiantin et universitaire, dans les syndicats de la phalange, dans les milieux intellectuels et paysans, dans tous les cercles, toutes les sphères où il est utile d'agir. Il s'infiltre même dans d'importantes maisons d'éditions où déjà il exerce un contrôle croissant. Il forme activement des militants spécialisés, transforme les prisons en universités. Il n'a devant lui que l'Eglise catholique. Mais ses cadres, nombreux et bien organisés, le vaste appareil qu'il a mis debout, avec, naturellement, l'aide financière et technique de la Russie, sont en place dans tous les secteurs favorables, et si rien ne change, on peut prévoir que c'est lui qui, demain, prendra la place qu'occupait avant 1936 la Confédération Nationale du Travail.

Car il ne suffit pas que nous ayons eu hier une force révolutionnaire prépondérante : en Russie, les bolcheviques étaient minoritaires au temps de Kerensky ; cela ne les a pas empêchés de s'emparer de la situation. Il ne suffit pas non plus de nous dire que la psychologie du peuple espagnol est trop rebelle à la dictature : d'abord, les communistes sont assez intelligents pour camoufler leurs buts et adapter leurs méthodes aux nécessités tactiques ; ensuite, l'abrutissement, la domestication autoritaire et mentale à laquelle le franquisme s'est livré sur la génération espagnole actuelle a prédisposé la grande majorité des jeunes à accepter la continuité des méthodes autoritaires, car ils n'en connaissent pas d'autres. C'est ce qui s'est produit en Italie après la chute du fascisme : les ouvriers dressés aux pratiques du totalitarisme constituèrent le plus gros des nouveaux effectifs communistes. Nos camarades italiens savent à quelles difficultés ils se sont heurtés à ce sujet, certains même reprirent le chemin de l'exil...

La partie s'annonce donc extrêmement difficile. Mais ceux qui sont à la tête du mouvement libertaire espagnol en exil ne font rien — si l'on excepte quelques petites tentatives sans méthode et sans suite, et qui ne sont que du camouflage — pour y parer. Voilà quinze ans que certains d'entre nous ont demandé l'organisation de cours pour former des militants, l'étude des questions doctrinaires, des problèmes sociologiques, la formation de cadres de caractère économique, syndical, l'élaboration de structures régionales d'une économie socialisée, semi-socialisée, coopératiste ou municipalisée, correspondant à la réalité espagnole, l'établissement de contacts avec les autres secteurs auxquels nous aurions proposé des solutions forcément mixtes, en réservant tout ce qui aurait été possible, dans l'organisation de l'agriculture et de l'industrie. Rien de tout cela n'a été fait, rien n'est entrepris. Nos militants réfugiés en France, en Angleterre, en Amérique du Nord, du Centre et du Sud s'adaptent ou disparaissent : on ne fait rien pour boucher ces vides.

Nous avons bien une minorité de camarades qui accomplissent en Espagne un travail clandestin, mais ce travail n'est pas, même de loin, comparable à celui des communistes. Il manque l'habitude de l'organisation secrète dont les agents de Moscou sont des maîtres. Il manque les moyens matériels. Il manque aussi, disons-le franchement, l'envergure intellectuelle, la vision intégrale des problèmes et l'analyse spécialisée où, là encore (nous l'avions bien vu pendant la guerre d'Espagne), nos pires adversaires sont des maîtres.

Pour pallier ces difficultés, il aurait fallu se livrer à un travail intense de préparation indispensable, et que ceux qui assument le rôle de guides dans les congrès, dans les meetings, partout où ils prononcent d'éloquents discours, ceux qui dirigent nos journaux et vivent de la propagande, s'acharnent à ne pas réaliser. Il semble que leur maxime soit : « Après nous, le déluge ! »

Il n'est pas difficile de voir que le néant est au bout. C'est notre devoir que de dénoncer cette situation.

LA LIBERTÉ MÉTAPHYSIQUE

Un camarade nous écrit, à propos de notre discussion avec l'ami Jean Fontaine (1) :

« Comment se faire entendre de ceux qui, comme toi, croient que le mal est dans l'homme parce qu'il est libre ? Bien sûr, l'homme agissant librement fait des bêtises, mais ces bêtises sont éducatives. S'il accepte de se laisser guider ou d'entrer dans des systèmes dirigés, concertés, planifiés, etc., adieu l'éducation, le progrès. Il perd sa caractéristique de créature libre et devient un robot, une machine, un instrument. »

Il est difficile de se faire comprendre. Mais, pour commencer, je dirai que, si ce que j'ai écrit sur les limites de la liberté implique la négation de cette dernière, il faudrait ajouter que tous les théoriciens libertaires non individualistes étaient aussi ennemis de la liberté, car jamais ils n'ont considéré que la discipline nécessaire à une entreprise collective était un attentat à la liberté. Et avec Bakounine ils ont affirmé que l'homme, esclave de ses besoins et de la nécessité de les satisfaire, était soumis aux lois naturelles, si bien que quand nous préconisions la lutte contre les législations ce n'était pas de révolte contre ces lois, en quelque sorte biologiques, qu'il s'agissait, mais des lois artificielles créées par les gouvernements et les Etats, extérieures à la nature humaine et contraires aux besoins et au bonheur de l'humanité.

Travailler pour manger, se vêtir, s'abriter dans une demeure, assurer un certain bien-être aux siens, construire des routes, des moyens de communication, de transport, produire des produits divers (céréales, corps gras, combustibles, minéraux, métaux, etc.), tout cela constitue des activités naturelles et nécessaires sans lesquelles l'homme ne serait pas sorti de la barbarie. Or, dès que nous pouvons étudier l'histoire de l'humanité, nous voyons que dans la horde, dans le clan et plus tard dans la tribu ou la commune rurale un grand nombre d'activités sont collectives, et elles impliquent l'acceptation, par l'individu, d'une discipline, d'une règle ou d'un ensemble de règles qui constituent le droit coutumier, parfois tyrannique sous certains rapports. Les règlements, souvent rigides, des guildes, des amitiés, des corporations, et même du compagnonnage, n'ont jamais placé la liberté pour chacun de faire ce qu'il voulait avant la nécessité de tenir ses engagements, d'accomplir les tâches acceptées, et son devoir d'associé.

Entendue comme la possibilité pour l'individu d'agir à sa guise, sans égards pour ceux qui l'entourent, la liberté ne devient qu'une formule métaphysique, qui conduit à l'esclavage ou à la négation de la liberté de ceux avec lesquels ou à côté desquels on vit. Dès que deux êtres, un homme et une femme, s'unissent, il y a limitation de la liberté parce que la sociabilité et le besoin d'amour ou les nécessités de l'affectivité interviennent. Mais en allant au fond des choses, l'homme normal, qui a aussi besoin de sociabilité, d'affectivité, d'amitié ou d'amour, est-il libre s'il ne peut satisfaire ces besoins ? N'en est-il pas esclave, à tel point, souvent, que nombre d'êtres humains préfèrent aliéner une grande partie de leur liberté individuelle à se morfondre dans la solitude ?

Notre correspondant dira peut-être qu'il est d'accord sur ces points, mais que là n'est pas la question. Pourtant, le problème posé par lui, et par nous, est absolument comparable. Mourir de faim, ou ne manger que le quart de ce dont on a besoin, ne pas pouvoir se vêtir ne serait-ce que moyennement, ne pas disposer d'eau courante, de charbon ou autre moyen de chauffage, de lumière (pétrole, électricité ou gaz), de la possibilité de se déplacer d'une ville à l'autre, ou de chez soi au travail à moins d'y aller à pied, n'avoir pas de services publics — écoles, collèges, hôpitaux, maisons de convalescence, etc. — serait-ce être libre ?

Evidemment non, à moins que ce ne soit à la manière de Diogène vivant dans son tonneau, mais aussi dans Athènes, qui était une œuvre construite en pierre, et par le travail des hommes.

Quand notre correspondant s'assoit à table, sa femme ne lui sert certainement pas, pour satisfaire son appétit ou son besoin de calories, un plat de liberté. Il ne boit pas des verres de liberté. S'il lit un journal ou un livre, il ne tient pas en main une certaine étendue ou un certain volume de liberté, mais du papier imprimé. Et pour que ce papier imprimé arrive jusqu'à lui, depuis les forêts du Canada ou de Scandinavie, jusqu'aux rotatives, au brochage, à la livraison par camions ou chemins de fer et à la distribution par les intermédiaires — peu importe qu'ils soient commerçants ou coopérateurs — il a fallu une immense chaîne de travaux synchronisés, comme il la faut pour produire le bifteck ou le pain que l'on consomme.

La vie matérielle (et même intellectuelle), surtout avec la formidable augmentation de la densité de population, l'intensification des rapports humains, l'interdépendance inévitable des activités multiples, implique une organisation de la production et par conséquent des producteurs, une coordination des activités humaines qui n'est pas le fruit d'une théorie appliquée, d'une volonté de méthode déterminée, mais de la **nécessité** de vivre, et de vivre comme des êtres civilisés.

Dire que « l'homme qui agit librement fait des bêtises », mais que « ces bêtises sont éduca-

(1) Qui nous prévient, ce dont le lecteur voudra bien tenir compte, que la reprise à l'article de Gaston Leval est implicitement contenue dans les articles qu'il est en train de publier dans « La Révolution prolétarienne ».

Anarchisme et Humanisme libertaire

Le drame, pour celui qui ne croit plus pouvoir se réclamer de l'anarchisme tout en restant fidèle aux thèses essentielles de la philosophie libertaire, vient du décalage existant entre cette philosophie et le mouvement qui s'en réclame. Nous croyons toujours que les idées et la pensée élaborées par Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Elisée Reclus, Tolstoï et les écrivains qui se sont inspirés d'eux ou ont ajouté leur apport à l'œuvre de ces hommes éminents demeurent valables. Nous croyons que Rocker, Malatesta, Luigi Fabbri, Ricardo Mella peuvent toujours être lus avec fruit. Mais nous disons que ce qui se trouve dans les livres de ces penseurs et sociologues n'a rien à voir avec ce qui, pratiquement, historiquement, s'est, la plupart du temps, réclamé de l'anarchisme.

Considéré dans son ensemble, le mouvement anarchiste apparaît comme l'opposé de la pensée de ses grands fondateurs. Alors que celle-ci était une vision universelle de l'histoire progressive de l'humanité, et constituait un vaste humanisme qui aurait dû encore être élargi et approfondi, le mouvement anarchiste apparaît, en France, en Italie, en Allemagne, en Russie, en Amérique du Sud, comme un ensemble de chapelles et de petites sectes, toutes dressées les unes contre les autres, chacune spécialisée dans une activité restreinte à laquelle elle donne une importance exclusive. Au lieu d'une interprétation des grandes lois de la civilisation prise comme un tout dans son effort libre et libérateur, et du développement actuel auquel on devait appeler les hommes dans une communauté d'effort solidaire vers une société fraternelle et universelle (ce qui, par exemple, correspond à l'esprit de livres comme *L'Entraide* ou *L'Homme et la Terre),* on a divisé et morcelé tout ce qui se réclamait de l'anarchisme, on a dissocié les hommes en tendances antagoniques dans un même courant d'idées, et ces habitudes de division qui en sont résultées caractérisent ce qui s'appelle l'anarchisme, pratiquement vécu.

On y a ajouté toutes ces petites visions étriquées des choses, qui faisaient que ceux qui voulaient changer la société se comportaient en ennemis de ceux qui voulaient le faire par la révolution sociale, que ceux qui voyaient dans le néo-malthusianisme un remède principal au mal social étaient ennemis des autres tendances. Il en est résulté une décadence de la pensée, de la compréhension des problèmes sociaux et de l'évolution de ces problèmes, ainsi que de l'apparition des problèmes nouveaux que posaient l'évolution des structures sociales.

Et ceux qui se sont efforcés, pendant des décennies, de contrecarrer cet appauvrissement, et toutes les déviations que nous préférons ne pas énumérer, se sont vus impuissants à empêcher, d'une part, l'oubli de l'éthique supérieure qui caractérisait la pensée libertaire, d'autre part, l'oubli des conceptions sociales de caractère général qui caractérisaient la pensée des fondateurs. Les terroristes du verbe, les démagogues de tout poil, les ignorants prétentieux, les étoiles filantes dont l'histoire de l'anarchisme-mouvement est pleine, se sont imposés.

Cela et la prédisposition hostile de l'opinion publique contre un mot qui n'aurait jamais dû être employé pour désigner une conception harmonieuse de la vie et de la société a créé des barrières que nous n'avons pas pu éliminer et qui, étant donné le carcan des traditions sclérosées et le manque de discipline intellectuelle, et souvent morale, ne peuvent pas l'être.

Nous restons donc fidèles au principe de l'organisation de la société sur la base de l'autodirection des organisations gestionnaires de la vie sociale. L'humanisme libertaire n'est pas opposé aux enseignements des penseurs que nous avons cités. Au contraire, il les recueille, et s'efforce d'en élargir les bases et la portée. Et dans les travaux que nous projetons, nous espérons, nous avons conscience d'être les dignes continuateurs de ceux qui ont formulé le socialisme antiétatiste, antiautoritaire et libertaire. Mais aussi nous tenons et tiendrons compte, quoi qu'on puisse en dire, d'une longue expérience que nous connaissons à fond, et de la nécessité d'une création constante tant dans l'ordre intellectuel et moral que dans celui de l'activité pratique.

---

tives », c'est déplacer absolument le problème. Cela est valable pour des questions qui ne concernent que l'individu pris sous l'angle pédagogique. Mais pas pour les questions concernant la nourriture, l'habitat, le vêtement, l'hygiène, etc. Si j'élève des lapins dans un climat qui ne s'y prête pas, mais pour moi seul, je peux corriger mon erreur l'année suivante. Le mal n'est pas grand. Mais si l'on produit beaucoup plus de légumes, de fruits, de vin, de lait, de beurre, de viande qu'il n'en faut, comme il arrive cette année en Europe sous l'égide de l'économie libérale, il y a là une faute énorme, presque un crime.

Que l'on préconise, au nom de la liberté, cette pagaille qui coûte aux contribuables des U.S.A. six milliards de dollars par an rien que pour emmagasiner des stocks dont on ne trouve pas le placement est déconcertant et impardonnable. Et c'est forcément ce qui doit découler toujours du non ajustement de la production et de la consommation.

Qu'on appelle cet ajustement planification, économie concertée ou coordonnée, et même, par l'abus des mots et des comparaisons injustes, robotisation, ne change rien à l'affaire. Les structures économiques créées par la révolution libertaire espagnole étaient nettement planificatrices. Dans la région du Levant, cinq cents collectivités appartenant à cinq provinces coordonnaient leurs efforts grâce au Comité fédéral de la région levantine, et l'on ne créait pas une usine dans un village sans s'informer d'abord s'il n'en existait pas dans d'autres villages, afin d'éviter des gaspillages ; on organisait la centralisation des produits excédentaires dans les endroits les plus appropriés pour les expéditions, on semait du blé ou l'on augmentait la production de riz selon les nécessités prévisibles.

Cela, c'était de l'ordre, de l'ordre libertaire. Et les travailleurs qui composaient ces collectivités ne se sentaient nullement des robots, et n'en étaient pas.

Il faudrait sortir une fois pour toutes de cette conception de la liberté absolue, incompatible avec la vie et la nature humaines, que l'on a tant préconisée au nom des idées libertaires et qui ont fait tant de mal à l'interprétation et à la propagande de ces idées. La métaphysique de la liberté n'a trop souvent conduit, par réaction, qu'à l'acceptation de la dictature.

Lettre à deux amis humanistes

Il ne suffit pas de détruire, de démolir, de critiquer, de désintoxiquer, de désaliéner les esprits, les conciences, de les libérer des préjugés, des habitudes négatives et des routines. Toute l'expérience de l'histoire, et particulièrement celle que nous avons vécue depuis un demi-siècle et que nous vivons actuellement, nous prouve que se limiter à cela, c'est s'arrêter à mi-chemin, et souvent aller à l'encontre du but poursuivi. La vie est une affirmation, non pas une négation. Après avoir nié, il faut affirmer, non pas affirmer des négations, mais des conceptions positives, constructives, sans lesquelles celui que l'on a libéré, ceux que l'on a désintoxiqués restent en panne et suivent les faiseurs de programme faciles et séduisants.

L'expérience de l'anarchisme le prouve. Quand la révolution russe s'est produite, un grand nombre de ses militants se sont ralliés au bolchevisme parce qu'il leur apparaissait comme une solution aux problèmes posés par la critique sociale qu'il avait développée. La société capitaliste était mauvaise, certes, et ces hommes en étaient convaincus, mais ils n'avaient pas la moindre idée sur la façon de remplacer cette société par une autre meilleure. L'anarchisme ne le leur avait pas appris, ou le leur avait appris insuffisamment ; ou, plus exactement, l'esprit régnant dans le mouvement anarchiste, car les écrivains-sociologues avaient apporté un ensemble d'idées valables qui, dûment développées, auraient pu donner des réponses satisfaisantes aux questions que certains se posaient. Mais ceci est un autre problème.

L'essentiel est ce que je disais plus haut, ce que j'ai déjà dit maintes fois du reste : la vie est une création incessante, dans l'ordre matériel autant qu'intellectuel et mental, un « faire » continuel, et qui ne « fait pas », qui ne crée pas, biologiquement parlant, stagne et se place en dehors de la vie. Il pourra avoir toutes les raisons du monde dans ses analyses critiques : il ne sera pas suivi, et en fin de compte ou ses critiques lasseront et seront abandonnées, ou elles conduiront à des prises de position très différentes, sinon opposées au but recherché : cas des anarchistes qui ont adhéré au bolchevisme, et partant au totalitarisme d'Etat (je me répète, inévitablement).

Les faits prouvent que l'individu moyen ne sait pas trouver par lui-même ni tous les chemins à suivre, ni les solutions désirables dans l'ordre des problèmes qui nous préoccupent. Il ne sait pas construre, collectivement parlant, dans et par la liberté. Il est inapte à embrasser l'ensemble des problèmes sociaux faits de problèmes individuels, dont le sien ; à découvrir les méthodes d'organisation, les comportements, les structures, les pratiques générales les plus adéquates pour le bien général tel que le conçoivent tous ceux qui souhaitent l'évolution progressive de l'humanité. Et il ne faut pas s'en étonner : il en est dans le genre de discipline intellectuelle qu'est la sociologie — qui comporte elle-même tant d'autres disciplines — comme de toutes les disciplines.

Ce n'est qu'une minorité, douée par la nature, qui peut la pénétrer avec assez de profondeur pour trouver des solutions, résoudre des problèmes, entreprendre des réalisations utiles atteignant une assez vaste échelle. C'est pourquoi le chef apparaît dès la horde primitive, dès le clan ; car la soif de domination n'est pas la seule explication du pouvoir individualisé, ou institutionnalisé. Il y a aussi, et on trouve ce fait dans toutes les agglomérations restées près de la nature — dont le village, et le maire

du village, qui dans tant de régions d'Asie continue une tradition naturelle et millénaire — il y a aussi l'espèce de délégation explicite ou implicite de ceux qui laissent à d'autres le soin de veiller à la bonne marche des affaires collectives. Et ceux qui ont la pratique de la vie des collectivités plus ou moins grandes savent qu'il en est toujours ainsi.

Certes, il faut combattre cette insuffisance ; mais il faut aussi comprendre qu'en plus de l'explication de la paresse et du manque de responsabilité individuelle, une autre, tout aussi importante, sinon plus, est cette inaptitude de l'homme moyen à méditer suffisamment sur les problèmes humains et sociaux, et à trouver — je me répète forcément — les moyens de les résoudre.

C'est pourquoi l'homme moyen honnête et sincère ou l'homme qui dépasse la moyenne, mais n'est pas intellectuellement structuré pour s'occuper avec fruit des questions dont s'occupent ceux qui se réclament d'un parti, d'une idéologie, d'une doctrine, d'une école sociale ou philosophique quelconque pose à ceux qui le font réfléchir l'éternelle question : « Que faut-il faire, que devons-nous faire ? » Et ne pas lui répondre, c'est le déconcerter. C'est même, en quelque sorte, le trahir. Le régime social de l'exploitation de l'homme par l'homme est injuste : comment le remplacer ? Le socialisme organisé par l'Etat crée de nouvelles formes d'exploitation et d'esclavage : comment l'organiser mieux ? Il ne suffit pas de leur répondre : « Cherchez et trouvez par vous-mêmes », car même s'ils cherchent ils ne trouvent pas. Leur imagination créatrice n'est pas orientée dans ce sens. C'est peut-être, je le répète aussi, une infirmité de la nature humaine, de leur nature humaine, mais c'est ainsi.

Nous devons donc assumer le risque d'apporter des réponses, de montrer des chemins. Notre rôle ne consiste pas seulement à éliminer : il consiste aussi à **remplacer.** Bon ou mauvais, tout ce qui a été construit dans l'ensemble des institutions sociales, dans les comportements humains, dans les coutumes et les morales a répondu à une nécessité, à des nécessités diverses. Les hommes ont pu errer en inventant, en innovant, en disposant, quand ce sont eux et non le pouvoir politique ou des classes dominantes qui l'on fait : ils ont agi avec toutes les imperfections de la faillibilité humaines ; mais il leur fallait agir, innover, organiser, disposer pour vivre. Et même on préférera toujours vivre mal à ne pas vivre du tout. Entre la vie défectueuse et la mort, la vie choisira toujours de perdurer.

En règle générale, il faut donc opposer ce qui est mieux à ce qui est mauvais, et ne pas se contenter de vouloir arracher ce qui est mauvais sans prévoir, avec les modifications qu'implique la plasticité de la vie, son remplacement par le mieux. Sinon, on ne peut être écouté longtemps, ni suivi.

C'est dans la mesure où, après avoir dénoncé les imperfections de ce monde, de notre mode de vie, de notre comportement ou de nos comportements, de notre morale, de l'organisation de la société, nous proposerons la construction d'un monde nouveau, un mode de vie supérieur à celui du présent, des comportements préférables, une morale dépassant la morale actuelle, que nos efforts pourront se répercuter positivement ; sinon, leurs répercussions ne seront que négatives. La jeunesse à laquelle nous nous adressons peut nous applaudir, comme d'autres générations de jeunes ont applaudi d'autres générations de critiques, de révolutionnaires et de lutteurs. Si à la question qu'elle nous pose, ou qu'elle se pose, sans savoir ou pouvoir y répondre par elle-même : « que faut-il faire ? », nous répondons : « vous libérer de toutes les aliénations, être vous-même », etc., nous ne pouvons que la laisser insatisfaite.

Notre rôle, et je dirai même notre devoir, est de **l'aider à trouver ce qu'il faut faire.** Par exemple, à élaborer une éthique humaniste pratique de caractère fraternel et dont elle deviendrait l'ardente propagandiste. L'humanisme est une philosophie en état de gestation qui doit être élaborée par la participation de ses adhérents, ainsi engagés dans une œuvre constructive, intellectuelle et morale. Mais il devrait s'étendre à la pratique de la vie, par des exemples directs de création matérielle, économique, pédagogique, artistique, etc.

L'erreur — ou une des principales erreurs — de l'anarchisme a été d'avoir envisagé les problèmes reconstructifs sous le seul angle d'une révolution sociale intégrale qui transformerait toute la société d'un coup. Etant donné l'impossibilité d'y parvenir, ce reconstructivisme a été nul dans ses effets pratiques, et même dans ses répercussions morales. Mais un courant de pensée, humaniste dans le cas qui nous occupe, devrait susciter des activités pratiques partielles, locales même, et donner à leurs participants l'impression de faire « quelque chose de concret » comme le demandent généralement les jeunes, toujours avides de joindre l'action à la parole.

Un « mouvement » humaniste est nécessaire. Au sens fonctionnel plus qu'au sens organique. Au sens réalisateur et créateur. C'est dans ce sens, réalisateur et créateur au point de vue moral et des comportements individuels, de la conduite de chacun, que les grandes philosophies ou les grands mouvements de l'histoire — confucianisme, bouddhisme, stoïcisme, christianisme, humanisme de la Renaissance, socialisme — ont joué un rôle utile. C'est surtout dans cet esprit que le panhumanisme ou l'humanisme libertaire doivent se répandre. Tant sur le domaine spirituel que sur le domaine pratique — et je sais bien que le domaine spirituel est pratique — et matériel des faits. Il faut constituer notre monde humaniste, solidaire et fraternel, dans lequel, en y adhérant, chacun, chacune, trouvera des joies profondes, des satisfactions réelles et des motifs d'espoir, des promesses d'un élargissement constant dans l'avenir grâce aux réalisations du présent.

C'est un besoin fondamental de la nature des hommes et des femmes qui constituent l'élite de l'humanité et qui veulent vivre utilement.

DISCUSSION

La discussion épistolaire avec notre précédent correspondant s'est close sur une entente tacite, les différences d'appréciation de ce camarade ne revêtant pas un caractère opiniâtre quant aux buts poursuivis. Si bien que nous comptons, avec satisfaction, un abonné et un souscripteur de plus.

Mais comme l'échange de vues est toujours intéressant, car il permet des précisions utiles, nous publions maintenant une nouvelle lettre avec la réponse que nous lui avons faite.

Cher camarade Gaston Leval,

C'est toujours pour moi un plaisir de recevoir les **Cahiers** et je réponds à votre appel sans bien savoir où en est mon abonnement. Ne pourriez-vous pas le porter à la connaissance de chacun d'une manière pratique, en précisant à quelle date il se termine ? Cette formule éviterait bien des négligences.

Vous nous demandez si les **Cahiers** nous donnent satisfaction ; je réponds oui, nous y trouvons ce que nous cherchons et que nous ne trouvons nulle part ailleurs. Personnellement, j'apprécie vivement vos articles de fond, j'y puise beaucoup d'enseignements.

Mais il semble bien que le rôle de ce journal ne doit pas s'arrêter là ; il doit pénétrer dans les masses populaires pour y apporter la connaissance et la lumière dont la plupart des gens qui vivent autour de nous ont tant besoin ; ceci aussi bien pour eux-mêmes que pour nous, car, enfin, ce qui nous paraît le plus tragique dans le monde d'aujourd'hui, c'est cette absence de goût pour la recherche, l'analyse, la réflexion, l'approfondissement, la remise en question. Ce manque d'échanges, de contact, de dialogue, porte inévitablement préjudice au développement des qualités humaines de chacun, mais encore et surtout au progrès de la pensée humaniste ; le grand retard qu'elle a sur le progrès de la technique risque de s'aggraver un peu plus chaque jour.

Pour remplir cette double fonction : satisfaire les convaincus et gagner à notre cause ceux que nous devons persuader, les **Cahiers** ont besoin d'une forme très subtile et bien équilibrée qui lui fait défaut. Je suis parfois gêné pour en faire prendre connaissance à ceux qui sont le plus près de nous ; vos informations affirmatives paraissent souvent incroyables et risquent de rendre soupçonneux à notre égard ceux qui cherchent. En heurtant la sensibilité de ceux qui sont disposés à nous rejoindre, nous les éloignons de nous et manquons à notre but.

Cette critique s'adresse exclusivement à vos positions anticommunistes ; non pas que je les mette en doute, je ne les conteste pas, je trouve seulement la formulation excessive et de nature à dérouter ceux qui sont disponibles. Pour un bon nombre d'entre eux, le communisme n'est pas l'idéal, mais il est une réalité à laquelle ils se raccrochent en l'absence d'autre chose. Il représente un progrès, il est pour eux un des chemins qui y conduit. Il serait plus opportun de discuter sur la valeur de ce chemin. Il n'y a pas de régime parfait ; mais celui qui encourage la solidarité humaine, diffuse largement le goût de la culture, de la connaissance, a droit à notre crédit et il va quand même dans le sens de la libération.

Salutations très cordiales.

PRECIAS

Paris, le 20 août 1963

Cher camarade,

Merci de votre lettre élogieuse et encourageante. On a besoin du soutien moral de ceux qui vous lisent, et qui compense, en partie seulement, les difficultés auxquelles on se heurte pour répandre sa pensée et faire un travail en profondeur.

Nous appliquons la méthode de rappel des abonnements en retard que vous nous recommandez. Mais alors que certains, dont nous comprenons l'oubli, s'empressent alors de se mettre à jour, d'autres ne répondent pas davantage pour cela, et d'autres encore s'en fâchent, blessés dans leur susceptibilité... On ne sait que faire.

Comment « pénétrer dans les masses populaires » ? Cela n'est pas si simple. Il nous faudrait, d'abord, des correspondants bénévoles, qui se chargeraient de répandre nos **Cahiers.** Au

moins nous pourrions toucher successivement de nouvelles couches de lecteurs. Mais nous sommes à une époque où l'esprit de militantisme ou de participation personnelle à une entreprise qui implique une responsabilité, si petite soit-elle, est des plus bas. Les conditions d'existence s'améliorent pour le plus grand nombre, et la grande affaire est de jouir de la vie. Les raisons supérieures de lutte n'apparaissent pas assez clairement. Il y en a, pourtant, ne serait-ce que prévoir à temps ce qui peut résulter des aspects négatifs de la civilisation actuelle ; et l'amélioration du sort des peuples sous-développés, qui implique fatalement une conception nouvelle de l'égalité. Ou encore la diffusion d'une morale humaniste sans laquelle les applications techniques menacent l'avenir sous des formes diverses. Et je n'oublie pas, en plus du maintien et de la disparition des classes, ceux qui, dans les pays riches — ce qui est le cas des populations « provinciales » de France — sont indirectement exploités par les régions privilégiées.

J'en arrive au dernier paragraphe de votre lettre. Il peut être utile d'examiner les raisons de notre désaccord sur l'attitude à observer envers le régime dit communiste. Je crains qu'il y ait à ce sujet un obstacle fondamental qui nous empêche de nous entendre. C'est que nous sommes dans la lutte forcée contre le communisme international, que nous avons commencé par défendre du point de vue révolutionnaire depuis 1917. Forcée, car depuis cette date (je laisse de côté les attaques de Marx au moment de l'Internationale), soit en Russie, soit en France, soit en Espagne, soit en Amérique du Sud, soit ailleurs, ce communisme n'a fait qu'attaquer sans cesse, que calomnier, que priver de leur pain, qu'emprisonner, qu'assassiner tant qu'il l'a pu non seulement les anarchistes, les libertaires, mais aussi les coopératistes libres, les syndicalistes, les socialistes — je pense aux vrais, aux socialistes révolutionnaires russes, par exemple — et tous ceux qui n'acceptaient pas de se soumettre à sa dictature. Il n'a fait que tromper tous ses alliés, exploitant leurs forces tant qu'il en a eu besoin pour monter au pouvoir, les détruisant par la suite.

On reconnaît aujourd'hui ce que nous dénoncions à l'époque stalinienne, et encore Khroutchev ne dit-il à ce sujet qu'une parcelle de la vérité. Cela devrait faire réfléchir. Nous avons l'expérience pratique des faits, tant en Russie qu'en Espagne ; nous avons eu nos camarades assassinés, les accusations maintes fois contre nous formulées d'être des agents du capitalisme, de l'impérialisme américain, que sais-je ? Et nous savons, et vous devez savoir, que là où il n'y a pas de liberté de pensée et d'expression de la pensée, il y a abrutissement systématique des masses, asservissement mental ne visant qu'à l'asservissement humain.

Je ne vois pas en quoi le régime existant en Russie encourage davantage la solidarité humaine que celui existant en régime capitaliste. Il parle bien de socialisme, mais les classes et les castes y sont plus accusées que dans le capitalisme lui-même. Et quant à diffuser largement le goût de la culture, je ne crois pas que l'on fasse davantage en U.R.S.S. qu'aux U.S.A., par exemple. Avec une différence toutefois : c'est qu'en U.R.S.S. l'instruction (qui n'est pas vraiment la culture) est « orientée », comme dans tous les régimes totalitaires — on faisait aussi beaucoup dans l'Allemagne hitlérienne — pour faire des hommes des robots obéissants ou faciles à tromper et à commander, alors que, tout de même, et quoi que l'on puisse dire, ce sont tous les courants de pensée, toutes les littératures, toutes les inquiétudes humaines qui peuvent s'exprimer dans les nations non totalitaires.

Il y aurait bien d'autres choses à dire sur ces sujets, et je ne veux pas trop m'étendre. Mais je voudrais, mon cher camarade, que vous ne voyiez pas en moi un esprit fermé à toutes les possibilités de dialogue et sacrifiant l'avenir au nom du passé. J'enregistre avec soin, et peut-être parfois avec trop d'espoir, l'évolution actuelle de l'esprit du régime appelé communiste. Il y a une certaine détente intérieure, des rectifications, c'est certain. La publication, dans les **Izvestia**, du poème satirique de Tvardovski contre le régime stalinien, dont il reste tant quant à la structure du régime khroutchevien, est à ce sujet un événement. Mais nous sommes loin de la simple tolérance qui existait, par exemple, avant la Révolution française sous le règne de Louis XV et de Louis XVI, et l'on ne voit guère la possibilité de publier quelque chose qui serait l'équivalent de l'Encyclopédie. Tant que l'on ne pourra pas éditer des livres, des revues, des journaux, exposant des conceptions différentes quant au socialisme et aux méthodes de réalisation, on ne pourra pas parler de liberté, ni même de culture au vrai sens du mot. Car la culture est d'abord la liberté de l'esprit et de l'intelligence.

Nous ne demanderions pas mieux que pouvoir discuter de ces questions avec les communistes et ceux qui les suivent. Mais cela n'a jamais été possible. Partout, dans les syndicats, les usines, les coopératives, les sociétés sportives, etc., où ils interviennent ou ont intervenu, leur comportement a toujours été d'une telle déloyauté, d'une telle hypocrisie ou d'une telle brutalité — selon les circonstances — que le dialogue a été forcément impossible.

Nous discutons depuis 1917 sur la valeur du chemin menant au socialisme. Nous en discutons depuis 1868 même. Mais nous sommes obligés de nous occuper aussi des faits concrets. Quand nous voyons comment Fidel Castro a étranglé la Révolution cubaine (voir ses récentes déclarations), nous sommes bien obligés de dénoncer ces faits.

Aussi nous ne pouvons « accorder notre crédit » à de tels régimes et à de telles méthodes. Ce n'est que par notre lutte incessante contre la tyrannie qu'on peut la faire disparaître. Si le stalinisme, fils du léninisme, recule en Russie, ce n'est pas seulement par l'excès de ses crimes, c'est aussi parce que la révolte de l'intelligence joue dans ce sens ; mais joue en même temps contre la dictature. Quand Khroutchev prit le pouvoir, il se hâta de faire exterminer 100.000 Hongrois en révolte contre son impérialisme. S'il a évolué depuis, ce n'est pas seulement parce qu'il a bien été obligé de constater la stagnation économique de la Russie par rapport aux nations capitalistes ; c'est aussi parce que la conquête de l'Europe s'est montrée trop difficile et, de plus, parce que, comme sous le tzarisme, une partie importante de l'intelligentia impose petit à petit un plus grand respect de la liberté intellectuelle.

Pour terminer, mon cher camarade, je vous prie de croire que, malgré toutes les raisons que nous avons de nous méfier de ceux que nous avons appris à connaître par une expérience de quarante-six ans, nous sommes prêts à accueillir avec joie tout ce qui, de leur part, implique rectification et humanisation. Mais, hélas ! nous avons trop de raisons de rester sur nos gardes et de ne pas nous départir d'un pessimisme trop justifié. Et nous ne pouvons oublier le mur de la honte, récemment construit.

Bien cordialement vôtre,

G. L.

L'exploitation non capitaliste

Nous ne cessons de répéter que l'exploitation capitaliste, que nous dénonçons et combattons et avons toujours dénoncée et combattue — cela remonte à Proudhon — n'est pas la seule forme de spoliation des peuples, et qu'il en est encore de pires. Ces faits sont ou méconnus de la plupart des hommes, ou oubliés parce que le présent absorbe trop unilatéralement les intelligences.

Il est bon, à ce sujet, de rappeler l'exemple du régime implanté par les Incas du Pérou. Dans son livre La civilisation de l'Empire inca, **R. Karsten, professeur à l'université de Helsingfors, écrit, confirmant en cela d'autres historiens et d'autres témoignages :**

« Lorsqu'ils effectuaient la conquête d'un territoire possédé par un village ou un groupe de villages, ils (les Incas) en faisaient trois parts : l'une était réservée au dieu-soleil, c'est-à-dire à un usage religieux, et le revenu, ou à plus exactement parler, les produits naturels, étaient affectés à l'entretien des temples et des prêtres. L'une des deux autres devenait propriété royale, et la troisième était répartie entre les familles d'après des principes déterminés, c'est-à-dire d'après l'importance de ces familles dans la collectivité tribale, ou aylu. »

Ajoutons que l'Inca, homme-dieu, constituait, avec son personnel adéquat, l'appareil religieux, si bien que, pratiquement, les deux tiers du revenu et de la propriété allait à l'Etat. Et le sort du peuple était épouvantable.

Il n'y avait pas de propriété privée alors au Pérou, mais capitalisme d'Etat, et exploitation des masses d'un genre différent que celle que nous connaissons actuellement. Sous des formes variées, cette possibilité s'est reproduite ailleurs. Elle peut se reproduire, et se reproduit aussi dans les pays dits communistes. Marx ne l'avait pas enseigné ; cela n'empêche pas les faits d'être ce qu'ils sont.

JEUNESSE RATATINÉE

Dix-sept mouvements de jeunesse de gauche, d'extrême-gauche ou n'appartenant à aucune formation politique ont, dans une déclaration commune, pris position sur un certain nombre de questions concernant le service militaire.

Ils ont demandé toutes sortes de réformes et d'aménagements : augmentation du prêt quotidien, gratuité des transports pour les permissionnaires, prime de démobilisation, garantie de l'emploi au retour, et même la réduction immédiate du service mlitaire à douze mois.

Ils ont émis des propositions sur la formation des officiers et des sous-officiers, le « statut de la défense » et autres choses du même genre.

Mais ils n'ont rien dit sur l'objection de conscience.

Cela les dépasse. La jeunesse de gauche ne va pas si loin en France. Cela est trop pur, trop noble et trop digne ; elle est vieille et ratatinée.

NOUVELLES RÉVÉLATIONS DE CASTRO

Un an après l'accession au pouvoir de Fidel Castro, et en nous basant sur une documentation dont tout esprit averti devait reconnaître le sérieux et l'honnêteté, nous avons dénoncé la déviation de la Révolution cubaine sous l'action conjuguée de celui qui s'est érigé en dictateur et du parti communiste, son allié circonstanciel.

En ce qui concerne la liberté d'abord : élimination de tous les partis politiques, de droite ou de gauche, démocratiques ou non ; persécutions contre les tendances et groupements révolutionnaires qui ne se soumettaient pas aux mesures oppressives et totalitaires ; colonisation autoritaire des universités, de tous les foyers libres de culture, asservissement des syndicats par les communistes qui avaient appuyé le régime de Batista et même de deux ministres dans son gouvernement, tandis que leurs journaux et revues paraissaient librement ; suppression directe ou indirecte de toute presse non officielle ; détention, condamnations, assassinats de pures figures de la révolution ; étouffement de toute velléité de protestation, ce qui a obligé un très grand nombre de combattants à se réfugier aux Etats-Unis ou autres pays environnants, etc. Castro lui-même — et nous avons reproduit une partie de ses discours — a reconnu ces faits.

Nous avons aussi signalé la dégringolade de l'économie cubaine. Quiconque voulait se donner la peine d'enregistrer les matériaux que des informations multiples mettaient à notre disposition devait se rendre à l'évidence ; le rationnement de plus en plus sévère des articles de consommation, même en ce que Cuba produisait abondamment, aurait pu convaincre les plus obtus que le « nouveau régime » de « socialisme populaire » avait fait baisser rapidement le niveau de vie du peuple cubain. Il est par exemple symbolique le fait que dans ce pays où, avant la révolution dite castriste, le troupeau de bêtes à cornes était presque aussi nombreux que le nombre d'habitants, on en soit réduit, depuis deux ans, à n'accorder qu'une livre de viande par habitant et par mois. De même pour les œufs et autres articles de consommation courante.

Et c'est encore Castro qui vient de faire des révélations que ses partisans internationaux, aveugles et sourds, obtus et fanatiques, qu'ils soient anarchistes — il y en a —, communistes, révolutionnaires sans étiquette, socialistes ou autres, qu'ils soient sincères ou ne le soient pas, comme il arrive avec certains charlatans de la révolution en Amérique du Sud, ne pourront pas nier. L'information a été transmise, de La Havane, par radio et par la presse. Dans cette dernière, nous avons choisi ce que *Le Monde,* dont le rédacteur spécialisé a publié d'assez nombreux articles favorables à Castro, a reproduit. Lisez-le, et enregistrez-le bien.

« Prenant la parole samedi lors d'une réunion de l'Institut des ressources hydrauliques, M. Fidel Castro a déclaré que l'économie du pays a été entravée par la bureaucratie excessive, les rapports secrets et la centralisation des pouvoirs. Il a suggéré que les travailleurs cubains s'inspirent « *de la bonne organisation* » pratiquée « *par les impérialistes* ».

Commentaire : Tout en disant des vérités de poids — nous allons voir celles qui suivront —, Castro ment. Ce ne sont pas « les travailleurs » qui ont implanté le régime et le système existant à Cuba, mais lui et sa bande, et les communistes, ses alliés.

Continuons nos citations :

« Il a affirmé qu'une meilleure organisation et la décentralisation des pouvoirs contribueront à résoudre bien des problèmes, et ajouté que le gouvernement se préoccupe actuellement d'éliminer le gaspillage en énergie humaine et la prolifération des rapports secrets. »

Commentaire : La centralisation et le gaspillage de l'énergie humaine ont été et sont l'œuvre de son régime, du système étatiste centralisé implanté par lui et ses amis communistes, pour avoir en main non seulement tout le pouvoir, mais toute la vie, toute la population de Cuba.

Continuons encore :

« M. Fidel Castro a affirmé connaître de nombreux cas « *d'instituts ayant beaucoup d'employés sans fonctions* » et « *d'organisations gouvernementales remplies d'employés qui ne font rien* ».

Il a ajouté : « *Dans la mesure où les fonctionnaires ont leur salaire assuré, ils ne s'inquiètent pas de servir le public. Cela ce n'est ni de la révolution, ni du socialisme,* c'est tout simplement du gâchis. »

Commentaire : Tous les voyageurs et les voyageuses qui se sont promenés dans Cuba et ont rapporté une impression optimiste, favorable ou exaltante de leur promenade où, comme d'habitude, on ne leur a fait voir que ce qu'on a bien voulu, et où ils n'ont vu que ce qu'ils ont bien voulu voir, n'ont rien rapporté à ce sujet. Si c'est nous qui le disons, nous sommes taxés de contre-révolutionnaires, subjectifs ou objectifs, quand ce n'est pas d'agents de l'impérialisme yankee. Mais c'est Fidel Castro. Alors ? D'autre part, cette pléthore bureaucratique qui paralyse tout, ou contribue à le paralyser, n'est-elle pas aussi consubstantielle au régime de l'étatisation totalitaire ?

Citons toujours :

« Les camarades de l'I.N.R.A. devraient se remuer lorsque quelqu'un leur demande leur aide. Nous devons mettre un terme à cet état de choses. »

Commentaire : L.I.N.R.A. (Institut national de réforme agraire) est l'organisme monstrueux qui a pris en main non seulement l'organisation de l'agriculture, mais encore celle de l'industrie, de la distribution, etc. C'est une création éminemment communiste, mais où Che Guevara et ses amis ont agi en plein accord avec Fidel Castro. On voit ce qu'elle donne. Mais on va voir mieux encore.

Car Fidel Castro en arrive à un aveu formidable. Le voici textuellement :

« *Les impérialistes avaient une bonne organisation, du personnel de qualité assumant ses responsabilités, et cela fonctionnait bien. Nous devons appliquer des méthodes d'organisation correctes.* »

Que dire de plus ? Une campagne systématique a été orchestrée à l'échelle mondiale, dont Sartre et Simone de Beauvoir et une armée de démagogues et de simples d'esprit (nous mesurons nos mots) ont accusé l'« impérialisme étranger », le « capitalisme étranger », et naturellement nord-américain, d'être responsables de la misère — très relative — des paysans cubains. Pourtant le fait est que, d'une part, les « ingenios » de canne à sucre, passaient avec rapidité aux mains des richissimes Cubains, qui en détenaient les deux tiers, d'autre part, que l'industrialisation du pays, qui permettait aux travailleurs des villes d'avoir un standard de vie souvent enviable, même pour beaucoup de travailleurs européens, était l'œuvre de ce capital étranger. Sans lui, Cuba en serait encore au niveau où l'avait laissée les Espagnols. C'est à la présence de ce capital, nord-américain, mais aussi anglais et français, qu'étaient attribués tous les maux du pays. Aussi quand Fidel Castro a « nationalisé » et exproprié toutes les grandes usines modernes ainsi fondées, ceux qui s'emballent facilement ont applaudi stupidement. Nous n'avons pas applaudi parce que pour nous ce qui compte avant tout, c'est le plan humain, non pas le plan nationaliste. Si la classe ouvrière, si le peuple de Cuba devaient gagner par cette mesure, nous approuverions. S'ils devaient y perdre, nous n'approuverions pas.

Qu'en est-il résulté ? Fidel Castro, comme du reste l'a fait Khroutchev à différentes reprises, en est réduit à vanter l'organisation capitaliste. « *Cela fonctionnait bien* », ce qui signifie que *cela fonctionne mal* maintenant. Rudement mal même, pour qu'il soit obligé de tenir ce langage. Et qui donc s'en étonnerait, si l'on tient compte de la bureaucratisation générale qui paralyse non seulement l'industrie, mais aussi l'agriculture, puisque la production de sucre a atteint cette année 3.500.000 tonnes contre la moyenne de 5.000.000 avant la révolution ?

Mais Fidel Castro est allé plus loin. Il a déclaré, quant à l'avenir économique du pays, qu'il « *fallait renoncer aux rêves d'industrialisation poussée de l'île et que l'agriculture devrait assurer les besoins de Cuba pendant l'actuelle décennie et peut-être durant la prochaine* ».

Or, rappelons-nous qu'une des justifications apportées et colportées dans l'attitude de Castro, Che Guevara et autres communistes contre le « capitalisme étranger », et particulièrement nord-américain, était que cet impérialisme s'opposait à l'industrialisation de Cuba, et obligeait l'île à en rester au rang de producteur agricole, à un stade arriéré qui la rendait dépendante des nations capitalistes, particulièrement des U.S.A. En a-t-on fait à ce sujet des affirmations catégoriques, en a-t-on prononcé des condamnations indignées ! Et voilà que maintenant, c'est Castro lui-même qui condamne la nation non seulement à renoncer à une industrialisation plus poussée, qui faisait partie de son programme et du programme communiste, mais plus encore à n'être qu'une nation agricole, plus spécialisée qu'auparavant, et donc moins moderne et plus dépendante des autres nations.

Car il envisage pour l'avenir que les récoltes de canne à sucre s'élèveront à 8 ou 9 millions de tonnes, que « l'économie cubaine sera avant tout basée dans les vingt prochaines années sur l'exploitation de la

canne à sucre et du bétail » — formes d'économie rudimentaire, car l'élevage du bétail est pratiquée de la façon la plus primitive dans toute l'Amérique latine. Quelles perspectives pour la nation cubaine ! La monoculture n'est-elle pas un des fléaux des nations sous-développées ? Et du reste, qui lui achètera son sucre, et à quel prix, surtout si l'on sait que les autres nations productrices profitent de la cessation du commerce de Cuba avec les U.S.A. pour développer leur production sucrière, et qu'il faudra compter, demain, avec des concurrents et leur production parfois décuplée.

Enfin, Castro s'est vu obligé de faire appel aux petits propriétaires, déclarant qu'il ne voyait pas d'objection à leur présence à Cuba même pour l'année 1983. Ce qui en dit long sur le rendement des collectivisations d'Etat, phénomène qui du reste se produit dans tous les pays appelés socialistes, que ce soit en Europe ou en Asie.

Il est des gens qu'on ne convaincra jamais, car ils ont peur de la vérité, ils n'ont pas le courage de reconnaître leurs erreurs. Les pro-castristes aveugles sont de ceux-là. Espérons que tous ne refuseront pas de voir la lumière. En ce qui nous concerne, nous avons la satisfaction de prouver que nous avons vu clair depuis longtemps, malgré les imprécations de certains. Et malgré nous aussi, car nous préférerions avoir à reconnaître que nous nous étions trompés, et qu'une révolution vraiment socialiste ait triomphé dans le monde. Alors, loyalement, nous reconnaîtrions notre erreur, et nous nous mettrions au service de cette révolution.

De cette révolution qui n'a de socialiste que le nom, et qui, par l'orientation qui lui a été donnée, ne pouvait que conduire à plus de misère et d'oppression. Car il y a longtemps que nous ne nous laissons pas prendre au piège des mots, qui depuis 1917 est une des grandes et terribles réalités de notre époque.

Libre analyse de faits économiques

Philippe VERNE

Note de la Rédaction. — *Notre camarade Philippe Verne nous a envoyé la lettre suivante à propos de l'interprétation de certains faits économiques. Nous croyons utile, parce qu'elle fait réfléchir, de la publier, et d'y ajouter le commentaire que l'on pourra lire à la suite.*

Cher camarade,

Au cours de mes vacances, j'ai relu le n° 24 de septembre 1957 des **Cahiers du Socialisme Libertaire** sur **la pensée proudhonienne** et je désire te poser un problème qui me tracasse depuis assez longtemps, à savoir celui de l'insuffisance du pouvoir d'achat distribué par la production à la classe ouvrière dans sa totalité.

Proudhon écrit (page 9 des **Cahiers**) :

« ... Ou bien c'est le monopoleur qui enlève au salarié partie de son capital social. B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, ont produit dans l'année comme 10, et ils n'ont consommé que comme 9. En d'autres termes, le capitaliste a mangé un travailleur.

» En outre, par le fait de la capitalisation de l'intérêt, la position des travailleurs s'aggrave chaque année de plus en plus ; de telle sorte qu'en poussant la démonstration jusqu'au bout, on arrive, vers la septième année, à trouver que tout l'apport primitif des travailleurs est passé, à titre d'intérêts et de bénéfices, entre les mains du propriétaire-capitaliste, entrepreneur, ce qui signifie que les travailleurs salariés, s'ils voulaient payer leurs dettes, devraient travailler chaque septième année pour rien ! »

Il écrit ensuite (page 11 des **Cahiers**) :

« ... C'est que la totalité des salaires de France, étant annuellement d'environ six milliards, et la somme des revenus du capital de six milliards, ce qui porte à douze milliards la valeur marchande de la production annuelle, le peuple producteur, qui est en même temps le peuple consommateur, peut et doit acheter, avec six milliards de salaires qui lui sont alloués, les douze milliards de salaires que le commerce lui demande pour prix de ses marchandises sans quoi le capitalisme se trouverait sans revenu. »

Un des points des théories abondancistes de Jacques Duboin, c'est, d'autre part, que la production moderne, distribuant de moins en moins de pouvoir d'achat du fait du développement intensif du progrès technique, le système capitaliste doit automatiquement se désagréger amenant l'avènement de l'économie distributive.

Or, j'en suis arrivé à douter de ces affirmations, car si elles étaient exactes, il y aurait longtemps que le système aurait été bloqué.

Reprenons d'abord l'exemple de Proudhon. Si dix ouvriers n'ont reçu que 1.000 F (toute épargne exclue), il ne peut logiquement rentrer dans la caisse du capitalisme A que 10.000 F et non 11.000 F. Il est rare que l'ouvrier emprunte régulièrement de l'argent pour acheter les produits. Il achète plutôt à crédit et rembourse par la suite, mais ce n'est que reporter l'échéance, car pendant qu'il remboursera les produits achetés hier, il sera obligé de diminuer le montant total des produits achetés aujourd'hui. Le mois suivant, ayant reçu 1.000 F, il ne pourra acheter que 900 F de produits, par exemple, la différence de 100 F étant réservée au remboursement des mensualités du précédent crédit.

D'autre part, si, par exemple, la totalité des salaires s'élevait en France à six milliards dans un an, pour un revenu national total de 12 milliards (les revenus du capital étant de 6 milliards), comment les salariés pourraient-ils acquérir avec 6 milliards 12 milliards de produits ? Logiquement, au bout d'un an il devrait rester au moins 6 milliards de produits invendus, soit la consommation d'une seconde année. Le système se bloquerait en peu de temps. Or, il dure depuis longtemps et se porte assez bien. Il semble donc que cette théorie qui paraît lumineuse est fausse.

Car il faut tenir compte, en plus, de la différence entre le prix d'achat à la production et le prix de vente au détail. En l'espèce, les 12 milliards de production doivent logiquement atteindre, après être passés dans les multiples mains des intermédiaires, 15, 16 ou 18 milliards. Je crois qu'il faudrait disséquer le prix de vente au détail d'un produit. Le prix d'une marchandise comporte, sauf erreur ou omission de ma part : matière première + prix énergie + amortissement matériel + salaires + impôts et charges sociales + profit = prix de gros = A ; nous avons ensuite A + marges bénéficiaires (grossistes, demi-grossistes, détaillants), sans oublier le transport + impôts et taxes = prix de détail = B.

En partant de l'achat de la matière première jusqu'à la vente au consommateur, on constate qu'en plus du salaire versé à l'ouvrier qui produit et du profit capitaliste, d'autres catégories de salariés sont solvabilisées. D'où vient alors le pouvoir d'achat distribué entre A et B, en dehors de la production ? La diférence entre A et B, c'est le secteur tertiaire qui tend à augmenter de plus en plus. En reprenant l'hypothèse extrême de Sismondi, qui avait imaginé que le roi d'Angleterre pouvait, en tournant une manivelle, produire tout ce dont ses sujets avaient besoin, on constate que, dans ce cas, ou bien tous les salariés devraient passer dans le secteur tertiaire, ou bien il faudrait leur distribuer le revenu social préconisé par Jacques Duboin. Mais de toute façon il existe et il peut se développer une foule d'activités utiles au développement de l'être humain, en dehors de la production des produits de consommation (loisirs, éducation, culture intellectuelle et physique, etc.).

La faiblesse de la théorie discutée, c'est peut-être aussi de se cantonner à l'examen d'une seule entreprise et de ne pas tenir compte qu'un seul billet de banque circulant de main en main permet de consommer plusieurs marchandises. Enfin, les crédits bancaires facilitent encore le fonctionnement du capitalisme.

Reprenons un des exemples cités par Proudhon. Si un industriel produit 11.000 F de biens de consommation de première nécessité ou très utiles, non seulement ses ouvriers, mais également ceux d'autres entreprises les lui achèteront. Il réalisera ainsi son bénéfice ou profit de 1.000 F. Que va-t-il en faire ? A son tour, il dépensera une partie pour sa consommation personnelle, et investira le restant dans son entreprise ou ailleurs. Ce faisant, il achètera à son tour des biens de consommation, des machines, mettant ainsi en circulation les 1.000 F de profit, ce qui permettra aux patrons et ouvriers d'autres entreprises de vendre leur production et de récupérer l'argent avancé pour les salaires, plus le profit.

Le profit capitaliste devient ainsi, déduction faite du pouvoir d'achat de l'employeur, soit du capital variable (salaires), soit du capital constant (modernisation matériel, investissements) pour la production suivante. Comment dans l'économie actuelle, un patron, un entrepreneur pourrait-il régler ses fournisseurs, avancer les salaires de ses ouvriers sans l'existence d'un capital variable provenant des productions précédentes ?

Si, par exemple, le patron avance 6 milliards de salaires pour une production atteignant le prix de vente de 12 milliards, il faudrait théoriquement attendre qu'il ait vendu toute sa production pour pouvoir régler à nouveau ses fournisseurs et verser les salaires du mois suivant.

Même les dépenses de luxe effectuées par les patrons (achats d'un yacht, d'une villa au

bord de mer, séjours en hôtel, achats de robes, bijoux, etc.) permettent aussi au profit de retourner dans le circuit commercial et de distribuer du pouvoir d'achat à toutes les catégories de travailleurs employés dans ces branches.

Même en **économie socialiste**, il me semble que si la plus-value capitaliste est théoriquement supprimée, bien qu'elle ait été remplacée en Russie par les hauts salaires ou traitements des catégories privilégiées, elle a seulement changé de nom, car, en plus des salaires distribués aux ouvriers, il faut ajouter les traitements du directeur, de la bureaucratie, les impôts versés à l'Etat et les investissements prélevés pour la production future, qui sont englobés en économie capitaliste dans le profit.

En économie socialiste, comment, en effet, l'Etat pourrait-il avancer des salaires avant d'avoir vendu la production précédente s'il ne prévoyait également des investissements futurs ? Il faut reconnaître cependant que dans un pays où les établissements financiers sont socialisés il y a possibilité alors de recourir aux crédits bancaires sans intérêt, seuls des frais de gestion étant prélevés.

Si je pose ce problème, c'est parce que je pense que vous pourrez m'indiquer si mon raisonnement est vrai ou faux. Car si nous voulons discuter du problème du pouvoir d'achat avec nos adversaires, il faut que nos idées soient claires sur ce problème. Bien entendu, c'est de la formation et du volume du pouvoir d'achat qu'il s'agit. Je n'ai nullement l'intention de justifier la répartition actuelle du pouvoir d'achat qui m'apparaît profondément injuste pour certaines classes sociales, et il est évident qu'il faut lutter pour plus de justice sociale.

C'est l'affirmation disant que la production moderne dégage de moins en moins de pouvoir d'achat qui ne me paraît pas juste.

A mon avis, le problème de la surproduction dans certains secteurs provient, notamment dans le secteur agricole, d'un défaut de planification et d'une insuffisante organisation de l'écoulement de la production puisque des millions d'hommes sont sous-alimentés. La société souffre d'un défaut d'organisation rationnelle comme le préconise le socialisme libertaire.

Je m'excuse du décousu de ma lettre où j'expose sans doute imparfaitement le problème qui me préoccupe, mais je pense que vous me comprendrez quand même. Au besoin, ce problème pourrait faire l'objet d'un article dans les **Cahiers**, car les doutes qui sont dans mon esprit ne me sont probablement pas personnels sur ce sujet.

COMMENTAIRES

Les questions soulevées par notre ami Philippe Verne méritent examen et donnent l'occasion de préciser un peu mieux certains problèmes de l'économie capitaliste, et de l'économie tout court. Malheureusement le temps nous manque pour les approfondir comme il le faudrait et, disons-le honnêtement, nous ne pouvons, dans cette période, nous en occuper suffisamment ; on ne peut tout faire à la fois. Cependant, nous apporterons quelques commentaires qui contribueront, espérons-le, à mieux comprendre le sujet.

Il est évident que lorsque Proudhon écrivait que les produits fabriqués par la classe ouvrière, et qui avaient coûté au capitalisme six milliards de salaires, étaient revendus à douze milliards, il n'entendait pas par là que la différence de six milliards était composée uniquement de bénéfices empochés par les employeurs. Il faudrait peut-être d'abord distinguer entre « revenu » et « intérêt » ; puis entre « revenu brut » et « revenu net ». Car le revenu brut contient des éléments se rapportant au coût de la production, et qu'il faut défalquer pour que le revenu net apparaisse exactement.

De plus, le seul fait que c'est « dans le commerce » que les salariés devront acheter les marchandises qu'ils ont produites implique que ce qui a fait doubler le prix de cette marchandise par rapport aux salaires touchés n'est pas composé seulement de ce bénéfice patronal, car pour le capitalisme le prix de revient se compose aussi de la matière première, de l'outillage, des frais généraux, des impôts, etc. ; puis s'ajoute le circuit de la distribution, à ses divers échelons, avec non seulement ce que tant les grossistes que les détaillants perçoivent pour se dédommager de leurs dépenses, et pour leurs moyens d'existence — toujours plus élevés que celui des travailleurs — mais encore les moyens de transport, les pertes, les impôts, etc. Or, n'oublions pas que les impôts servent non seulement pour payer l'armée, la police, la bureaucratie et les autres institutions que Proudhon répudiait, mais aussi un grand nombre de services publics (enseignement, organisation sanitaire, construction et entretien de routes, de canaux, et une infinité d'autres activités absolument nécessaires à toute vie civilisée). Le montant des dépenses occasionnées par toutes ces institutions et toutes ces activités se retrouve inclus dans les six milliards de francs mentionnés.

Proudhon savait tout cela. Du reste, dans d'autres cas supposés par lui, la différence entre le total des salaires et la somme des produits à payer est-elle moins grande, ce qui rend le problème plus facile à examiner : elle passe de 20 à 25 milliards pour l'hypothèse qu'il formule dans **Qu'est-ce que la propriété**, et qu'il reprend dans **Système des contradictions économiques.**

Puis, ayant cité ces chiffres, il écrivait : « Après que le monopole a fait son compte de frais, de bénéfice et d'intérêt, le salarié-consommateur fait le sien ; et il se trouve qu'en lui promettant un salaire représenté dans le contrat de travail par cent, on ne lui a donné réellement que soixante-quinze. » La différence n'est déjà plus du simple au double, mais de 25 pour cent maintenant, et ne comprend pas seulement, comme on l'a vu, que l'intérêt du capitaliste. Proudhon à dénoncé avec assez de force le vol des intermédiaires pour qu'on voie que les choses sont plus compliquées que ne laisse supposer un raisonnement un peu sommaire, quoique suffisant à l'époque pour sa démonstration.

D'autre part, et surtout de nos jours, le capitalisme est arrivé à comprendre que les consommateurs sont aussi composés de salariés, et qu'il ne faut pas étrangler ces derniers. L'exagération de Duboin et de ceux qui, après Marx — et en partie aussi après Proudhon — les a poussés à soutenir que les moyens d'acquisition de la masse salariée ouvrière diminueraient de plus en plus, pour des raisons diverses, ne résiste pas à l'analyse. A l'analyse des faits d'abord, car on voit que dans les nations où le capitalisme est le plus avancé du point de vue technique, le standard de vie des non capitalistes ne fait que s'élever. Et il devait en être fatalement ainsi, car les bourgeois ne pouvaient absorber à eux seuls tous les produits croissants en variété et en quantité qui sortaient des usines se perfectionnant toujours ; il fallait fatalement trouver d'autres consommateurs, et les marchés internationaux ne suffisant pas, se tourner vers ceux-là mêmes qui se trouvaient à leur portée. C'est ce qui a motivé la réponse de Walter Reuther, le leader bien rémunéré des travailleurs de l'automobile aux U.S.A., à un magnat qui, lui faisant visiter les usines où règne l'automation et lui disant que l'on pourrait bientôt se passer des travailleurs et que les grèves étaient finies, répliquait : « Oui, mais qui vous achètera les automobiles ? »

L'analyse des faits économiques nous oblige même à rectifier certains raisonnements simplistes qui furent tenus pendant longtemps dans les écoles révolutionnaires. On n'a pas compris suffisamment que les travailleurs-producteurs étaient une partie généralement minoritaire de la société, et qu'ils pouvaient devenir plus minoritaires encore. Mais la partie vraiment productive, même si elle diminue, produit de plus en plus grâce aux perfectionnements techniques, ce qui permet au régime capitaliste, selon son degré de développement et de productivité, de maintenir, surtout par l'intervention de l'Etat qui s'efforce d'éviter des catastrophes (et qui les évite), une partie plus ou moins importante de la population dans des emplois souvent fictifs, ou par l'augmentation continuelle du secteur tertiaire. Par conséquent, prévoir l'amenuisement de la distribution du pouvoir d'achat, c'est ne pas tenir compte de tous les faits non économiques qui interviennent dans les faits économiques, et souvent en modifient les lois.

Cette réalité de la proportion des producteurs par rapport à l'ensemble de la population nous a toujours fait nous dresser, inutilement du reste, car les formules simples et simplistes ont la vie dure, contre la fameuse exigence : « à chacun le produit intégral de son travail » ; car de l'apport de chaque producteur, il fallait fatalement et il faudra toujours retirer cette partie nécessaire à la population non productive — femmes, enfants, vieillards, impotents, travailleurs non producteurs au sens économique classique, etc. — et à celle employée dans les services sociaux. Que « produit » au point de vue réel de la production un instituteur, un médecin, une infirmière, un acteur, une assistante sociale, un comptable, etc. ? Or, l'augmentation du secteur tertiaire ne provient pas seulement de l'évolution du capitalisme créant de fauses occupations : elle provient aussi du développement de la civilisation, qui multiplie des fonctions nécessaires à la vie plus humaine et plus civilisée considérée sous tous ses aspects.

Le bénéfice perçu par le capital n'est donc pas la seule raison valable de notre lutte pour la disparition de ce dernier. Car, et nous avons déjà insisté sur cette question — par exemple, dans notre essai **Pratique du socialisme libertaire** — le partage des sommes énormes qui constituent ses intérêts n'améliorerait pas tellement le sort des quelque vingt-deux millions de salariés de ce pays et de leur famille. En plus de l'exploitation de l'homme par l'homme (mais il faudrait aussi poser, dans le complexe mécanisme capitaliste, le problème de l'exploitation des salariés pauvres par les salariés privilégiés dont le total de privilèges est peut-être supérieur au total des bénéfices du capitalisme), c'est par là un parallélisme de la production et de la consommation, le désordre, le gaspillage, la surproduction inutile dans tant de cas, l'insuffisance dans d'autres, que le capitalisme doit être remplacé. Dans l'ensemble de l'Europe occidentale et aux U.S.A., le pourcentage net des intérêts est, en moyenne — Raymond Aron l'écrivait encore dans un livre récent — de cinq pour cent. L'ensemble des comptes rendus financiers, et des bilans publiés dans la presse spécialisée, ou des intérêts payés aux actionnaires — et sur lesquels l'Etat prélève encore des impôts — est aussi de cinq pour cent, parfois plus, parfois moins. Nous insistons donc pour une vision plus précise des choses, sans oublier toutefois qu'il faut mettre au compte du capitalisme un certain nombre de guerres et de massacres, de crises et d'innombrables immoralités.

Sans cesser donc de lutter pour la disparition du capitalisme, il est bon que des examens plus précis éclairent notre lanterne. Car les erreurs dans l'appréciation des conditions de l'adversaire nous font aussi commettre des erreurs de tactique, ou de stratégie, ou dans les dispositions et les mesures qui sont ou devraient être en partie les conséquences du combat engagé.

L'HOMME DANS L'INDUSTRIE

VI

Jacques BOUYE

Si le nombre d'années d'études doit être augmenté par un tel système, l'inconvénient que cela représente est bien minime par rapport au but poursuivi. De même, pour les étudiants des disciplines non techniques, il serait bon qu'en cours de formation ils aient des aperçus du travail industriel ou agricole, un peu comme le font les Soviétiques en ce moment, qui envoient les étudiants à l'usine pour des périodes limitées. Ils y gagneraient sûrement en modestie et en réalisme au contact de la matière et des problèmes que soulève sa transformation.

Ce qui précède n'est qu'un aperçu de ce qu'il serait souhaitable de réaliser ; de nombreux enseignants en ont conscience, mais se désespèrent devant les moyens dérisoires qui sont mis à la disposition de l'éducation nationale. Des « réformettes » interviennent actuellement pour apporter sans cesse des remaniements de dernière heure dans l'enseignement ; elles ne font que dérouter les parents et les étudiants sans rien résoudre. Les enseignants sont rarement consultés, à tel point qu'en juin 1963 les directeurs des lycées techniques sont incapables de savoir quel programme ils devront appliquer dans bon nombre de leurs classes de deuxième et de première. Qui s'y retrouve à bien de la chance !

Pour créer un véritable enseignement préparant à faire face aux impératifs de la vie moderne, il faudrait doubler les crédits de l'éducation nationale. Ce ne serait pas trop pour assurer en à la fois un salaire décent au personnel, un maître ou professeur pour 25 enfants, des locaux sains, des installations sportives, des ateliers, amphithéâtres, salles de projections, salles de réunions, du matériel pédagogique convenable. Des sommes aussi considérables sont indispensables vu le retard pris dans ce domaine et la vague démographique qui nous touche actuellement.

Vouloir réformer sans donner aux responsables le moyen de le faire revient à semer le désordre et à nous éloigner sans cesse du « centre culturel ouvert à tous » que doit représenter chaque école dans sa commune ou sa région.

Faire en sorte que les techniciens soient des hommes complets constitue une tâche urgente vu leur grand nombre et l'importance de leurs fonctions dans la société. Notre humanisme doit en prendre conscience et chacun de nous se doit de faire le nécessaire dans sa zone d'influence pour amener l'enseignement à répondre aux besoins du siècle. Dans ce domaine il ne faut surtout pas attendre que l'Etat fasse de lui-même le nécessaire : il ne tient pas du tout à son autodestruction. Seule notre présence dans les milieux industriels, syndicaux et universitaires, ajoutée à l'action de ceux qui pensent comme nous pourra influer sur la formation des jeunes.

L'école doit répandre la culture ; mieux, elle doit provoquer chez chaque enfant le désir de se cultiver en maintenant sa curiosité toujours en éveil pour créer en lui la joie de l'étude. Dans le numéro de février du journal *La machine-outil française,* Georges Ville, délégué général de la « société des ingénieurs civils », écrit :

« D'une part, la culture correspond à une somme de connaissances étalées en surface plutôt que poussées en profondeur dans une vie particulière.

» D'autre part, la culture est surtout une qualité potentielle. Les sédiments de connaissances accumulées ont moins d'importance par eux-mêmes que l'agilité d'esprit qui est le fruit de ces acquisitions diverses et qui reste disponible en permanence pour d'autres enquêtes.

» L'esprit cultivé peut procéder par intuition latérale à base d'analogie pressentie plutôt que par déduction logique linéaire ; ses informations variées lui permettent des rapprochements en faits et phénomènes par bonds inductifs, et non pas seulement par liaisons rationnelles construites pas à pas.

» La culture permet de pressentir entre des phénomènes de catégories même très différentes des parentés ou des identités qui se font jour en fonction de critères autres que ceux sur lesquels s'appuient la science et la technique. On domine et relie les catégories par une sorte de pressentiment, un coup de lumière brusquement projeté qui donne d'autres reliefs et fait apparaître de nouvelles voies d'exploitation par des passages insoupçonnés, à travers des frontières qu'on croyait bien marquées et infranchissables. Ce n'est qu'ensuite, par une recherche souvent laborieuse, qu'on justifie l'analogie pressentie, en découvrant la nature des liaisons et en les érigeant en lois... Disons que par le moyen de la culture il s'agit d'acquérir une *expérience intellectuelle* qui se superpose à ce que la science et la technique apportent d'expérience pratique. »

REVENDICATIONS DES TECHNICIENS D'AUJOURD'HUI ET DES OUVRIERS DE DEMAIN

Elles sont encore à l'état latent et n'ont pas été formulées avec précision par les syndicats. Essayons de les rassembler pour apporter des éléments constructifs compatibles avec les fonctions actuelles des techniciens. Leur but est d'amener ces derniers à vivre leur époque plutôt qu'à s'y renfermer.

a) *Formation permanente.*

Nous avons vu que pour rester au niveau de sa profession le technicien doit entreprendre sans cesse de nouvelles études. Il est indispensable que ces études deviennent une activité normale du métier, qu'elles entrent dans l'horaire habituel de travail avec les leçons et exercices qu'elles supposent. Cette formation doit être à la charge des entreprises, c'est un investissement comme un autre qui lui rapportera comme tout investissement bien placé. Les commissions syndicales, l'inspection du travail devraient enquêter et s'assurer en permanence que cette formation est bien menée aux frais de l'entreprise (par exemple, pas d'achats individuels de livres et pas de travail à la maison pour suivre ces cours).

b) *Promotion du travail, promotion sociale.*

Elle s'adresse aux travailleurs adultes qui manifestent le désir de reprendre ou de poursuivre des études afin d'élever leur niveau technique, scientifique, artistique, leur culture générale, en même temps que leur position dans la société. Les collectivités publiques (aujourd'hui Etat, communes, etc.) doivent créer des conditions favorables pour que de telles études aboutissent à de bons résultats. Cours gratuits, congés spéciaux, horaires de travail adaptés doivent permettre à tous ceux qui sont assidus et dont les résultats sont prometteurs de mener leurs études à terme tout en travaillant pour gagner leur vie.

c) *Réduction du temps de travail.*

C'est une nécessité biologique rendue très possible par l'augmentation ininterrompue de la productivité. A quoi servirait le machinisme sans cette mesure ? Par ordre de priorité, trois paliers successifs sont à respecter :

1) *Retraite honorable à 55 ans.* — A cet âge les facultés d'assimilation et d'adaptation diminuent ; essentielles dans le travail moderne, en perpétuelle évolution, elles rendent la fin de leur carrière pénible à beaucoup de vieux ouvriers qui, quoique excellents dans leur partie, se trouvent ramenés peu à peu à des fonctions subalternes parce qu'ils ne suivent pas l'évolution du métier. A cet âge l'homme pourvu de moyens de vie décents est à même de réaménager son existence pour écouler dans la paix la troisième partie de sa vie, alors qu'à 65 ans il n'a plus le ressort nécessaire. Le progrès doit avant tout diminuer la peine des hommes ; commencer par les anciens n'est que pure justice.

2) *Semaine de 40 heures.* — Cette vieille revendication trouve sa place ici sans qu'on ait besoin d'insister.

3) *Congés payés.* — Une fois les deux premiers paliers franchis, il faudrait aménager le régime des congés, à partir des trois semaines minimum, en fonction des besoins de la production qui décidera s'il est possible ou non d'accorder un mois de vacances ou des congés d'hiver. La tension nerveuse créée par la vie moderne nécessite des périodes de détente ; ce seul problème demande une étude sérieuse, il sort malheureusement du cadre trop restreint de cet essai.

d) *Transformation du rôle du technicien.*

Par des mesures appropriées, il conviendrait de modifier le contenu de son travail en y introduisant, chaque fois que c'est possible, des éléments qui exigent une synthèse regroupant les analyses successives d'une même personne ou de son entourage. Il serait souhaitable que ces synthèses aillent le plus près possible de la finalité qui détermine l'existence de l'entreprise pour que chacun soit à même de la situer dans le contexte économique ou social du moment. Georges Ville écrit dans l'article *Culture et savoir,* déjà cité :

« Tant qu'il s'agit de déterminer les meilleures recettes d'action dans le domaine du connu, la science technique est suffisante. C'est une bonne arme, bien aiguisée pour chaque sujet, et le technicien la manie efficacement en prenant appui sur son bagage de connaissances éprouvées, d'autant plus sûres qu'elles ont été limitées d'avance à cet emploi. Mais il faut, au-dessus de cela, définir cet emploi, situer ces recherches techniques dans un ensemble, les orienter en donnant un support à leurs progrès. Il s'agit là de s'évader du connu pour tracer des pistes dans l'inconnu. Le bagage du spécialiste ne suffit plus : l'hypothèse audacieuse exige une vue en largeur sur d'autres savoirs parallèles. C'est là qu'intervient la culture au-delà du savoir.

» Toute l'étendue analytique doit être coordonnée au départ, puis exploitée dans la suite par une synthèse dans le sens transversal, et cela d'autant plus que chaque analyse est plus fine et plus poussée. La spécialisation outrée dans son but particulier, qui est devenue nécessaire, la rend aveugle pour ses applications à la réalité, car toute réalité est complexe et doit être jugée dans son ensemble. Plus le grossissement du microscope est fort et moins on sait ce qu'on regarde...

» Sinon nos spécialistes resteront enfermés dans l'actuel, ligotés par leur science même, avec les œillères qu'implique leur spécialisation. Il faut prévoir et promouvoir cette culture polyvalente. Sans cela, nous risquons fort d'être suréquipés en spécialistes, en moyens et investissements ruineux, mais qui seront stériles, faute d'être suffisamment équipés en cerveaux capables de leur trouver une nourriture toujours renouvellée. »

Entre bien des transformations à opérer, on peut citer en priorité :

1) *Informations exactes sur l'entreprise.* — Par des bulletins, notes de service, affiches, conférences, films, il faut donner au personnel l'image d'ensemble de l'activité à laquelle il contribue. Production, ventes, achats, effectif du personnel, situation du marché pour la branche considérée, nature de la clientèle, évolution de ses désirs, importance de l'entreprise dans sa branche, concurrence, toutes ces informations doivent être mises à la portée du technicien. En leur possession, il lui sera beaucoup plus facile d'incorporer son activité dans le vaste cadre social. C'est un premier pas qui peut l'aider à sortir de sa coquille.

2) *Au niveau du poste de travail.* — Il faut faire en sorte que chacun se trouve concerné dans la conception des décisions qui sont prises à l'égard de son travail et de celui des techniciens des postes voisins du sien. Il ne doit pas y avoir dans l'entreprise un amalgame de cellules isolées qui reçoivent des impulsions ; chaque cellule doit, au contraire, émettre vers le groupe qui répercutera, sélectionnera et enverra l'impulsion finale.

Autrement dit, quatre paliers sont nécessaires :

Dans une première période, la direction communique aux services d'exécution les problèmes à traiter, les produits ou services à livrer, etc., en même temps que les détails de l'organisation qu'elle entend adopter.

Dans un deuxième temps, le personnel technique étudie ces données. Au cours de réunions, les techniciens concernés confrontent ensuite leurs idées et établissent un projet avec répartition des tâches. Ces réunions sont à prévoir au moment de lancer une étude, d'une réorganisation ou au départ d'une nouvelle fabrication. Elles auraient lieu périodiquement au cours des travaux de longue haleine. Dans ces réunions, le déroulement du travail, ses résultats, l'acquisition, les critiques, les suggestions seraient analysés. Ainsi chacun serait amené à fournir l'effort nécessaire pour se hisser au niveau de l'équipe, de l'atelier ou de l'entreprise.

Au troisième stade, les projets élaborés dans les groupes seraient soumis à l'approbation des émetteurs de l'étude initiale qui contrôleraient alors si les plans entrent bien dans le cadre de l'entreprise et répondent à la production envisagée.

Enfin, en dernier ressort, exécution proprement dite du travail suivant les directives finales rigoureusement appliquées sans discussion par tout le personnel.

3) *Changement périodique de poste dans une même spécialité.* Ce mouvement s'impose si l'on ne veut pas créer de spécialité dans les spécialités ; il permet au technicien d'embrasser son métier dans sa totalité.

4) *Instituer le travail d'équipe* chaque fois que c'est possible, mais éviter surtout que la responsabilité soit diluée ; chacun doit garder la responsabilité de ses tâches. L'organisation de l'équipe doit émaner de sa propre initiative, avec toutefois une prédominance pour les décisions que serait amené à prendre le chef d'équipe nommé à « *la double confiance* », comme on dit dans les communautés de travail (accord des subordonnés et des supérieurs).

(A suivre.)

Sur la patrie

Marcel RENOT

La musique qui marche au pas,
Cela ne me regarde pas.

Georges BRASSENS

Dès son plus jeune âge on inculque à l'enfant le respect de la patrie. S'il existait un « sérum patriotique », on le lui injecterait à sa naissance afin de l'immuniser contre tout propos sacrilège touchant cette idole. Depuis des siècles, des moralistes, des poètes, les militaires et, bien sûr, l'école sont d'accord sur le culte que lui doit tout honnête homme.

Nous nous souvenons du temps lointain des **Marseillaise** de notre enfance qu'on nous faisait hurler à l'occasion, entre autres, des distributions de prix ; nous voyons encore des yeux, badauds enthousiastes, attendre près d'une caserne proche la sortie du régiment, musique en tête. Avec quelle gravité on se découvrait quand passait le drapeau ! Quiconque se fût montré insensible à la gloire de cet emblème se serait vu traîné au poste de police et roué de coups. Ça n'a pas changé. Car la musique « qui marche au pas » n'adoucit pas les mœurs. Comme quoi il ne faut pas blaguer avec ce culte qui a pour lui, comme si cela le justifiait, des siècles d'existence, comme la bêtise d'ailleurs.

Tous les Etats, quels qu'ils soient, l'ont exalté, ce culte, l'exaltent toujours et répriment avec la dernière sévérité ceux qui osent ouvertement porter atteinte à la sainteté de la patrie.

Même aujourd'hui, malgré les millions de morts des guerres récentes — des morts qui vont vite — on chante encore que mourir pour elle « est le sort le plus beau ». Un dirigeant étoilé ne perd pas une occasion de nous le rappeler sachant, comme l'écrivait en 1920 le général Sérigny, que « l'Etat peut et doit manier le sentiment public suivant les besoins de la politique » (ou de sa politique).

Pour citer toutes les bêtises qu'a fait dire, et écrire, cette forme particulière de l'hystérie, ce n'est pas un livre qui conviendrait, mais une bibliothèque ! Un écrivain connu, grand patriote et vénéré des Dominicains, écrivait en 1916 : « Dans ma patrie, on aime la guerre et secrètement on la désire. » Nous aimerions pouvoir espérer qu'un jour des savants généreux se pencheront sur ce problème d'aliénation mentale (la religion de la patrie) et en étudieront la pathologie.

Oui, nous savons bien, comme l'écrivait le philosophe Louis Prut, que la patrie c'est « l'attachement de l'homme à sa maison, à son enclos, à son village ou à sa ville. Nous préférons souvent, ajoutait-il, à tous les autres notre coin de terre. Là, nous sommes chez nous, en sûreté. Nous sommes tristes quand nous le quittons et joyeux de le servir. C'est notre première patrie ». C'est tout. Ce premier attachement, instinctif, ne va guère plus loin. Après les tendres années, on s'attache à d'autres choses. Là commence à se tisser le réseau de prêchi-prêcha patriotiques qui enveloppe l'individu, prévient ses critiques et, petit à petit, le convainc que ce premier amour pour son village doit obligatoirement s'étendre jusqu'à des milliers de kilomètres, et que le sol qu'il foule n'a plus aucun prestige, en tout cas plus le même, dès qu'apparaît l'uniforme du douanier désobligeant. Après, plus loin, on ne parle plus sa langue, c'est vrai. Le citoyen doit-il placer **au-dessus de tout** le pays où on la parle ? A-t-il le devoir de travailler à la puissance de ce pays, non pour qu'il soit une source de lumière intellectuelle, mais pour qu'il soit le maître, au besoin par la force ? Allons-nous sentir naître en nous l'amour de la vie soldatesque avec toute la vulgarité qu'elle recèle, avec toute sa bestialité ? Se peut-il que nous devions à notre patrie d'accepter de bon cœur le devoir militaire et l'accomplir avec ravissement ? Se peut-il que ce soit là un idéal ? Doit-on croire à la primauté de sa race ? Farceurs, nous sommes tous des métis ! Donnez-nous une définition satisfaisante de la patrie ; dites-nous ce qui constitue une nation. L'unité de la race, où la trouver ? La nation française, entre autres, est un amalgame de plusieurs éléments ethniques — au moins cinq. (« Les brigands qui fondèrent la nation romaine n'appartenaient pas non plus à la même race », écrivait Grillot de Givry.)

Ecoutons un historien : « La nation française est plus hétérogène qu'aucune autre nation d'Europe ; c'est, en vérité, une agglomération internationale de peuples. Ainsi s'explique la tournure internationale de l'esprit français et le caractère universel de la littérature française.

» Dans cette agglomération de peuples qui n'avaient entre eux rien de commun, l'unité nationale n'a pu se faire par aucune communauté naturelle ni d'origine ni de coutumes.

» Il faut une ignorance totale de l'anthropologie pour parler de « race française ».

Et puis, avec les incessants croisements, conséquence des migrations, colonisations, conquêtes, invasions, etc., comment un fonds racial se serait-il conservé ? Ce n'est nulle part possible.

La communauté de langue, nous dit-on, est le ciment de l'unité nationale. Alors il n'y a pas d'unité nationale aux Indes, au Canada, en Suisse, en Belgique, pays où existent des groupes linguistiques différents ? Comment se défendre de rêver quand, ouvrant un livre d'histoire, on trouve que nous portons des noms germaniques, tels que Louis, Charles, Henri, Albert, Guillaume (des noms de rois de France pour la plupart) ; des noms en hébreu : Jean, Jacques, Joseph ; des noms grecs : Philippe, Georges, Théophile, ou latins : Emile, Paul, Maurice...

Tournons-nous alors vers les réalisations de l'esprit sur quoi s'appuient les patriotes, les nationalistes. Entre les frontières d'une même patrie allons-nous trouver ce qui lie les unes aux autres les œuvres culturelles ? Là encore les contrastes apparaissent, énormes, malgré l'unité de langue et de coutumes. La nationalité n'a donc pas nivelé, et c'est heureux, les différences de tempérament, d'éducation, de style de vie des artistes, des savants, des philosophes, etc., pour un pays donné. Et les affinités qu'on trouve entre les auteurs de nationalités différentes ne sont plus à démontrer. Cela n'a rien pour nous surprendre. Sur le plan élevé de la pensée et quel que soit l'endroit du globe où il se trouve, c'est l'homme qui œuvre pour mettre en lumière des aspirations aussi vieilles que le monde.

Ou le patriotisme ne va-t-il pas se nicher ! Sur quel ton orgueilleux ne parle-t-on pas des « découvertes françaises », des « techniques françaises » ?

Ecoutons Suzanne Labin :

« Toutes les patries qui se prévalent d'accomplissements singuliers puisent à une même manne internationale. Elles sont toutes redevables de la pensée philosophique à la Grèce, de l'astronomie aux Chaldéens, de la jurisprudence à Rome, de l'imprimerie à l'Allemagne, de la poudre et de la soie à la Chine, de la navigation et du Nouveau Monde à la péninsule ibérique, de l'algèbre aux Arabes, etc. »

Ne parlons pas des gloires sportives nationales. On se relèverait la nuit pour en rire ! Il n'y a pas si longtemps que François Mauriac versait un pleur — avec élégance — lors de la défaite d'une équipe française de footbal.

Mais c'est dans la gloire militaire que le patriotisme est « comme le poisson dans l'eau » ! Laissant tous les noms qui nous viennent à l'esprit, sans oublier leur sottise, nous donnerons la parole à l'un d'eux. Allons, Joseph Prud'homme, dis-nous bien haut que « nous ne mettons des enfants au monde que pour la défense de la patrie ». Dieu merci, la graine de héros ne manque pas ! Toutes les patries en ont à revendre, elles n'ont qu'à se baisser pour en prendre, de force bien entendu, puisque le citoyen est tenu à une obéissance qu'il n'a jamais promise. (La loi vient encore de nous le rappeler à propos des objecteurs de conscience.)

Pour le patriotisme, nous nous laisserions volontiers aller à un sourire d'indulgente pitié si, dans sa forme de vanité humaine, il se bornait à sonner des trompettes, à se parer d'uniformes ridicules comme ceux qui, tout à l'heure, en passant sous la fenêtre de mon logis de vacances, m'ont inspiré ces quelques lignes. Mais il est fait de choses stupides, terribles et immorales qu'on a rendues obligatoires.

Allons, une seule gloire est vraie : c'est l'élévation de l'âme, la finesse de la pensée.

Et ma rêverie prend fin en songeant que les patries d'aujourd'hui ne sont peut-être que les provinces d'une immense et unique nation future : l'Humanité.

LES PURS DE PURS

Louis Lecoin est attaqué par des purs de purs se réclamant de l'anarchie. Ils l'accusent d'accepter que des prêtres et des pasteurs adhérent à sa lutte courageuse pour l'objection de conscience.

Argument principal : cela fait le jeu de l'Eglise.

Argument subsidiaire : il n'y a qu'à passer la frontière et ne pas faire son service militaire.

Parmi les catholiques et les protestants, les fanatiques aussi intolérants pourront accuser les prêtres et les pasteurs qui marchent avec Lecoin de faire le jeu de ces affreux anarchistes.

Et si ces censeurs intransigeants passaient la frontière ou l'avaient passée, il ne resterait personne en France pour propager leurs idées.

Car tous les militants révolutionnaires, doivent, pour pouvoir lutter, être en règle avec les autorités. Dans le cas contraire, l'anarchie mourrait faute de combattants.

Quand en finira-t-on avec cette démagogie ?

L'ÉTAT ET LE CAPITAL

Luce OTTIE

Dans les réactions et sentiments populaires, on note très souvent une nette tendance à confondre Etat et capitalisme.

En grande partie, ceci résulte de l'influence de l'école marxiste qui axe son action sur la lutte contre le capitalisme uniquement. Selon la thèse marxiste, on le sait, le « mal » de la société découle de la seule existence du capitalisme qui manœuvre les gouvernements à sa guise. Le combattre, c'est dont « fatalement » prendre le chemin de la libération du prolétariat. Les bolcheviques ont pensé que l'Etat, création des classes privilégiées, devait disparaître avec la suppression de celles-ci. Mais l'exemple de l'U.R.S.S. nous montre trop clairement que, même sans capitalisme, l'Etat vit, se développe, crée à son tour des classes privilégiées et des appareils coercitifs perfectionnés. Mieux, il prouve que, seul maître, l'Etat est encore plus écrasant.

Si le danger que représentent les défenseurs du capital est certain, celui que représente l'étatisme en est un autre plus grave encore. Et lutter contre les riches n'est pas suffisant, loin s'en faut, pour avancer dans le sens de l'émancipation humaine. L'Etat s'oppose en permanence au développement de la personnalité, et il est indispensable de lutter contre son emprise. Certes, dans la lutte, il ne faut pas oublier que les rôles tenus aujourd'hui par l'Etat ne sont pas négatifs. Il faudra en tenir compte dans l'établissement de toute société humaine. Il faut supprimer l'Etat dans son aspect néfaste et il est grand, mais aussi repenser, améliorer, remanier, ce qu'il crée de positif du point de vue social.

Le but de cet article n'est pas de traiter de ce problème. Il est beaucoup plus modeste. Il s'agit seulement de montrer qu'Etat et capitalisme sont deux maux distincts ; le premier n'étant pas toujours, contrairement à ce qu'on a prôné souvent, à la solde du second. L'Etat comme le fait si justement remarquer notre camarade Leval, a son existence propre, ses intérêts particuliers. Il forme un « tout » constitué par des hommes qui ont besoin avant toute chose du « Pouvoir ». S'il soutient les classes les plus riches lorsque son intérêt le lui dicte, car s'il le juge nécessaire il sait aussi les rançonner, les déposséder. L'Etat peut, en premier lieu, imposer, et, lorsqu'une force extérieure devient trop prépondérante et risque de l'affaiblir, il la combat, serait-elle capitaliste ou religieuse.

Tout d'abord arrêtons-nous sur l'exemple des U.S.A. précisément parce qu'on en a fait le pays symbole du grand capitalisme, dominé par les trusts, dont le gouvernement serait l'exécutant. Pour qui veut examiner sans œillères, il n'en est rien.

Le petit livre **La bataille des trusts**, de Henry Peyret (collection « Que sais-je ? »), nous apprend que le mouvement des trusts, grands monopoles industriels ou commerciaux, commença aux U.S.A. vers 1879. Le succès fut prodigieux ; grâce à de nombreuses causes : développement de l'industrie prémoderne, du commerce et aussi appui de la population qui prête volontiers son argent. Le petit épargnant favorise, plus qu'on ne croit, l'essor des magnats. Si les dirigeants de divers trusts ont essayé souventes fois (et y ont parfois réussi) à obtenir l'appui des gouvernements, il ont dû également subir des réactions hostiles de la part de ces derniers.

Dès 1890, des « lois antitrusts » furent établies (le **Sherman Act** en particulier). Sous la présidence de Théodore Roosevelt, 44 trusts furent poursuivis, 99 le furent sous celle de Wilson, 83 sous celle de Coolidge. Ceci parce que l'Etat voyait dans le développement de ces trusts une menace pour son existence, pour son indépendance et pour l'équilibre du pays.

Il n'est peut-être pas inutile de signaler aussi que, si du côté ouvrier les plaintes contre les trusts ont été formulées, les syndicats nord-américains n'ont pas systématiquement pris position contre eux. Car les trusts firent preuve de prudence dans leur politique sociale, et la concentration des masses rendait plus facile la tâche des syndicats sur le plan de l'action et des revendications.

Actuellement encore, la lutte de l'Etat américain contre les trusts continue.

En application de cette politique, des procès sont continuellement intentés contre des firmes importantes. Par exemple, en 1952, le gouvernement oblige la Du Pont de Nemours à vendre les actions qu'elle détient de la General Motors pour empêcher une collusion excessive d'intérêts capitalistes qui deviendraient incontrôlables. En même temps il poursuit la General Motors elle-même, plus trois compagnies holdings Du Pont de Nemours et 117 membres de la famille Du Pont, et il s'attaque à la plus importante entreprise de fabrication de caoutchouc, la U.S. Rüber. C'est-à-dire aux plus grands trusts des Etats-Unis. Et Tom Clark, juge à la Cour Suprême, pouvait dire alors « que ce procès avait pour objet de briser une des plus importantes concentrations de puissance économique aux Etats-Unis ».

En 1954, le gouvernement des U.S.A. engage la lutte contre la Pan-American World Airways, la W.R. Grace and C° et la Pan American Grace Airways, qui avaient constitué un trust des compagnies aériennes. Le but est toujours le même : empêcher la constitution d'un bloc capitaliste qui aurait dominé le genre d'activités et imposé ses intérêts et sa volonté à la nation.

En 1961, un formidable procès a lieu contre les deux géants de la production électrique : la General Electric et la Westinghouse. Trente-neuf dirigeants sont condamnés à un total de 1.924.500 dollars d'amende, sept à un mois de prison ferme, dix-neuf à un mois avec sursis, et ce sont les plus élevés dans la hiérarchie qui forment le premier groupe.

En 1953, le département de justice ouvre une enquête contre les cinquante compagnies et groupes commerciaux de l'industrie horlogère qu'il accuse d'entente illégale pour maintenir des prix trop élevés et empêcher la concurrence de la production suisse.

On sait aussi la bataille que Kennedy mène contre l'U.S. Steel et autres grandes aciéries pour empêcher l'élévation du prix de l'acier. Il gagna la première manche ; il semble toutefois que les diverses entreprises parviennent en ce moment à tourner la loi, mais la partie finale n'est pas encore jouée.

Citons encore des faits récents. En octobre de l'année dernière, le département de justice entamait un procès contre trois grandes compagnies pétrolières : la Cities Service C°, la Sinclair Oil C° et la Richfield Oil C°, pour qu'elles cessent de se répartir les marchés de produits pétroliers aux Etats-Unis.

Les dernières nouvelles que nous possédons à ce sujet datent du mois d'août de cette année. Elles concernent les six principaux laboratoires pharmaceutiques, accusés par la Commission fédérale de pratiques commerciales illégales dans le prix de la terracycline.

On voit donc toujours, dans ce pays, que la démagogie superficielle accuse d'être soumis à la volonté des trusts, le gouvernement, à travers ses différentes institutions, s'attaquer aux forteresses les plus solides du capitalisme pour l'empêcher de dominer économiquement, punissant, détruisant les trusts, empêchant leur formation, ordonnant leur dissolution. On voit, en somme, l'Etat lutter en permanence contre les trusts, et non pas leur servir d'instrument. Les exceptions que l'on peut donner (il y en a toujours, fatalement) ne peuvent que confirmer cette règle, qui remonte aux débuts même de la constitution des groupements capitalistes.

Dans l'Egypte ancienne, souventes fois le pharaon s'est opposé aux nobles et aux prêtres possesseurs de grandes richesses (car c'est une autre erreur que de croire l'Etat fatalement soutien du clergé). Dans **Le Nil et la civilisation du Nil**, de A. Morel, nous voyons que, lors de la deuxième dynastie Fhénite, le roi procéda à l'évaluation des fortunes privées pour l'établissement des impôts et corvées royales. Plus tard le clergé devient si fort que l'empire thébain se voit écrasé par une véritable théocratie, preuve s'il en est que les différents dominateurs ne se soutiennent pas toujours.

Dans **Les grands courants de l'Histoire universelle**, Jacques Pirenne nous signale que, lors de la monarchie babylonienne, les temples étaient astreints par le roi à consentir des prêts gratuits.

Dans l'Empire chinois, au deuxième siècle, l'Etat crée un impôt sur le capital. Il atteint 5 pour cent de la valeur de la fortune et on ne badine pas à ce sujet, car plusieurs milliers de personnes sont exécutées pour fraude.

Dans l'Empire romain également, César, dès son avènement au pouvoir, réduit l'empire du capitalisme, et sous Septime Sevère tous les possédants sont tenus de garantir à l'Etat les ressources qui lui sont nécessaires.

Ce sont là quelques exemples, mais il y en a beaucoup d'autres.

Les « prévisions » marxistes sont dont mises en défaut maintes fois au cours de l'histoire tant ancienne que moderne.

L'U.R.S.S. est d'ailleurs le plus vivant exemple de l'erreur que ses constructeurs ont commise. Mais les Incas eux aussi avaient déjà prouvé que même en l'absence du capitalisme l'individu peut être anéanti.

Si nous voulons son épanouissement, il ne faudra pas combattre seulement l'exploitation des possédants, mais celle de tous les assoiffés de pouvoir, car le pouvoir politique donne plus sûrement la maîtrise de l'économie que l'économie donne la maîtrise du pouvoir politique.

LA PENSEE D'ERICH FROMM

III et fin

Mathilde NIEL

LE PROBLEME DE LA PAIX ET DU DESARMEMENT

Une telle société ne pourra voir le jour que si la paix est sauvegardée. C'est dans **May man prevail ?** qu'Erich Fromm traite du problème des relations internationales.

Les rapports actuels entre l'Est et l'Ouest — fondés sur la suspicion et la haine — connaissent un équilibre précaire. Le développement monstrueux des techniques de destruction va placer les deux blocs devant un choix décisif : **ils devront opter pour la guerre nucléaire ou pour le désarmement.** Or, il est à craindre que, pour prendre une décision aussi capitale, les blocs rivaux ne disposent que de **principes erronés** qui témoignent de la plus grande confusion d'esprit et même d'une **forme semi- pathologique de pensée.**

En effet, alors qu'autour de nous le monde change, notre pensée, elle se refuse à évoluer. L'individu s'accroche désespérément à son mode de vie, à ses institutions, à ses valeurs, à sa culture et les transforme en idoles figées qu'il assimile au Bien. Au contraire, le mode de vie, les institutions, les valeurs des autres groupes sociaux sont assimilés au Mal. A l'Est comme à l'Ouest, on vit sur des clichés, des idéologies ritualistes, des valeurs sacrées, qui ne correspondent plus à la réalité. Notre conduite devient automatiquement idolâtre, irrationnelle, passionnelle, fanatique. Ainsi les Russes pensent que leur système est le seul bon et que les Américains forment une société d'esclaves sous le fouet de Wall Street. De leur côté, les Américains croient à la perfection de leurs institutions et s'imaginent que les Russes n'ont d'autre but que de conquérir le monde par la force et de le gouverner par la trique. Il ne voient pas que la Russie s'est profondément transformée et qu'elle est devenue une société industrialisé, bureaucratisée, planifiée, conservatrice, avide de biens matériels et qui tend à ressembler aux sociétés capitalistes de l'Ouest. D'ailleurs, ni à l'Est, ni à l'Ouest, la pensée des individus n'est vraiment libre. Bien qu'il soit plus facile de s'exprimer à l'Ouest qu'à l'Est et que les régimes policiers y soient l'exception, la pensée, des deux côtés, est suggestionnée par les autorités, grâce à des techniques raffinées de persuasion qui donnent l'illusion de la liberté (presse, radio, TV.).

Des deux côtés on pratique **la double pensée.** Ainsi la Hongrie et R.D.A. se nomment « démocraties populaires », bien qu'elles soient gouvernées contre la volonté de la majorité : la Russie se prétend une société « sans classes », alors qu'elle est en fait une société hiérarchisée, fondée sur des inégalités économiques, sociales, politiques aussi accusées qu'à l'Ouest, sinon plus. De notre côté, nous qualifions de « libre » le bloc occidental, alors que des pays qui en font partie sont soumis à la dictature de Franco, Salazar, Tchang Kaï-chek, etc.

D'autre part, nous ne savons pas distinguer **l'idéal** de **l'idéologie.** Un idéal est un concept dynamique, vivant, profondément inscrit dans la nature humaine, dans les besoins vitaux que sont la liberté, l'égalité, le bonheur, la créativité, l'amour. Si cet idéal ne peut pas être vécu, il se pervertit en passions irrationnelles ; l'individu se soumet alors à des idées, à des chefs, s'oppose aux autres, devient violent, destructeur.

C'est que les chefs ont l'adresse de transformer les idéaux non vécus en rituels. A l'idéal vivant, dynamique, ils substituent ces rituels dont ils se servent pour manipuler les masses à leur guise. **Ils transforment l'idéal en idole projetée** — en idéologie morte. C'est ainsi qu'autrefois Napoléon utilisa les idéaux révolutionnaires de liberté, d'égalité, de souveraineté nationale pour les transformer en idéologies afin d'imposer sa dictature et ses ambitions de conquêtes.

C'est à la lueur de ces connaissances psychologiques essentielles qu'il faut aborder les problèmes internationaux.

Face à la Russie et au monde occidental, il faut nous débarrasser de nos modes de pensée subjectifs et considérer la réalité objectivement : il ne s'agit plus de voir la Russie à travers une idéologie qui ne correspond plus à la réalité, pas plus que nous ne devons croire que chez nous sont réalisées la démocratie et la liberté. Devant l'identité qui tend à s'établir entre les systèmes russe et capitaliste, il faut adopter une attitude réaliste :

1) **Proposer un désarmement universel contrôlé,** sinon l'Allemagne, la Chine, le Japon auront bientôt leur armement nucléaire avec tous les risques que cela comporte.

2) **Etablir un « modus vivendi » russo-américain** sur la base du **statu quo** qui permettrait de parvenir à un désarmement psychologique — de surmonter la méfiance hors de propos qui règne entre les deux blocs — et éviter une attitude hostile à l'égard de la R.D.A. et des pays satellites (attitude qui durcit leurs positions et retarde le processus de libéralisation en cours).

Puisque ni la Russie ni les U.S.A. n'ont l'intention de conquérir le monde, il faut arriver à un **« statu quo » en Asie, en Afrique, en Amérique latine,** ne plus soutenir les dictatures de ces pays et accepter **l'existence d'un bloc de pays neutres non alignés.**

3) **Envisager une aide massive aux pays sous-développés** sous forme de capitaux, d'assistance technique et favoriser dans ces pays l'éclosion d'un socialisme humaniste, adapté à chacun, afin qu'ils ne choisissent ni le communisme russe, ni le communisme chinois, dont ils aimeraient se passer et dont ils se passeront, si nous les y aidons et si nous ne cherchons pas à les incorporer de force dans notre camp.

L'O.N.U. doit être renforcée afin qu'elle supervise efficacement le désarmement international et l'aide aux pays sous-développés.

Il s'agit pour les U.S.A. et l'Occident de choisir une voie neuve, dynamique, humaine, généreuse. Sinon ils travailleront, malgré eux, pour les Russes et les Chinois et ils n'empêcheront pas la catastrophe nucléaire. Il s'agit d'avoir foi dans les valeurs que nous proclamons : liberté, fraternité, démocratie, humanisme, et de les mettre en pratique.

Nous terminerons par deux citations tirées l'une de **May man prevail ?,** l'autre de **Beyoud the chains of illusion,** le dernier ouvrage d'Erich Fromm :

1) « Tous les hommes de bonne volonté, tous les hommes qui aiment la vie, doivent former un front uni pour la survie de l'espèce, la continuation de la vie et de la civilisation. Avec le progrès scientifique et technique, l'homme peut résoudre le problème de la faim et de la pauvreté... Il est encore temps d'anticiper le prochain développement historique et de changer le cours des choses. Mais si nous n'agissons pas bientôt, nous perdrons l'initiative ; et les circonstances, les institutions et les armes que nous avons créées se retourneront contre nous et décideront de notre destin. »

2) « Je crois que l'homme doit se débarrasser des illusions qui l'enchaînent et le paralysent ; qu'il doit devenir conscient des réalités à l'intérieur et à l'extérieur de lui-même afin de créer un monde qui n'aura plus besoin d'illusions.

» Je crois qu'aujourd'hui le seul problème est celui de la guerre ou de la paix. L'homme peut probablement détruire toute vie sur terre, ou détruire toute la vie civilisée et les dernières valeurs qui subsistent, et construire une organisation barbare et totalitaire qui commandera à ce qui restera de l'humanité. S'éveiller à ce danger, percer à jour les paroles hypocrites qui sont utilisées de tous les côtés pour empêcher les hommes de voir l'abîme vers lequel ils sont entraînés, est l'unique obligation, l'unique commandement intellectuel et moral que l'homme doit aujourd'hui respecter. S'il ne le fait pas, nous serons tous condamnés.

» Si nous devions tous périr dans l'holocauste nucléaire, ce ne serait pas parce que l'homme n'était pas capable de devenir humain ; ce serait parce que les forces de stupidité l'auraient empêché de voir la réalité et d'agir selon la vérité.

» Je crois en la perfectibilité de l'homme, mais je crains qu'il n'atteigne ce but, à moins qu'il ne s'éveille bientôt. »

ACTIONNARIAT

Nous avons signalé il y a longtemps l'intensification de l'actionnariat dans les nations capitalistes. La Vie française *du 12-7-63 nous indique qu'il y a aux U.S.A. 15 actionnaires pour 100 adultes, 10 en Angleterre, 8 en Suisse, 4 en France et 3 en Allemagne fédérale.*

Comme presque toujours chaque adulte est marié, il faut doubler ces proportions. Nous aurions donc 30 pour cent de personnes intéressées par les participations directes aux U.S.A., 20 en Grande-Bretagne, 16 en Suisse, etc. Et le mouvement ne fait que s'accentuer.

Au lieu de la prolétarisation de la bourgeoisie prévue « scientifiquement » par Marx, c'est le phénomène inverse qui se produit. Il y a embourgeoisement du prolétariat. Les grandes concentrations capitalistes n'empêchent pas cette évolution, car des milliers ou des millions de petits actionnaires appartiennent ou font partie des grandes entreprises, des trusts, des holdings, etc.

Il y a lieu de revoir nos idées sur ces faits. Et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Entre autres, celle-ci : l'évolution vers la justice économique ne peut suivre le chemin traditionnel de la révolution classique, et la lutte de classes est de moins en moins un facteur de la dynamique de l'histoire.

UNE EXPERIENCE PASSIONNANTE

III

Laureano RIERA

De cette façon on évite toute possibilité que certains travailleurs aliènent leur patrimoine, comme cela s'est produit fréquemment au cours d'expériences faites dans d'autres pays et où les sociétés coopératives ou collectives des travailleurs furent absorbées et dénaturées par le capitalisme.

Il faut ajouter finalement que le directoire a fixé à 5.000 pesos le montant maximum des actions que chaque travailleur pourrait souscrire, dans le but d'éviter que certains puissent se convertir en patrons des moins prévoyants ou des moins capables.

Le résultat de cette expérience a été véritablement étonnant, même pour ses protagonistes les plus optimistes, si l'on considère que l'Etat se limita à définir les normes juridiques de la société et ne la protégea en rien, sur aucun terrain, ni politique, ni économique, ni financier. En d'autres termes, la société une fois constituée, et la propriété des fabriques acquise, nous nous retrouvâmes livrés à nos propres forces et à notre initiative : sans capital de roulement, sans la sécurité de disposer de matières premières à traiter, sans crédits bancaires, et ayant, au contraire, à faire face à un boycott de la banque privée, nationale et étrangère, puisque les banques anglaises et nord-américaines qui avançaient les crédits aux anciennes compagnies ne nous prêtèrent pas un peso et que nous n'avons pas encore reçu un seul cent de ce fameux prêt du B.I.D. (1) dont on a tant parlé, sans marchés et sans points de vente assurés d'avance.

Les experts en questions économiques et commerciales donnaient notre échec pour immédiat et irrémédiable, et nombreux furent ceux, bien intentionnés, qui finirent par se demander si le transfert des frigorifiques aux travailleurs n'était pas une escroquerie, une fraude colossale de la part des compagnies, une manœuvre électorale de la part du parti au pouvoir à l'époque, lequel parti perdit les élections dès qu'E.F.C.S.A. fut constituée. Et comme l'opposition qui triompha aux élections de novembre 1958 avait voté contre le transfert qu'elle jugeait être une aventure insensée, tout laissait prévoir que nous allions à l'échec.

Toutefois, les faits démontrèrent le contraire ; nous obtînmes du bétail, des magasins, des marchés, et peu de mois après nos débuts nous étions déjà la société exportatrice la plus importante de l'Uruguay et nous continuons à l'être. (L'explication détaillée de ce véritable miracle n'entrerait pas dans les limites de cet exposé. Nous conseillons à ceux qui pourraient s'intéresser de plus près à notre expérience, de lire notre revue E.F.C.S.A.)

En ne travaillant que dans un seul établissement (car tant qu'on ne supprimera pas le marché noir et qu'on n'annulera pas la loi sur le monopole du ravitaillement intérieur, détenu par le Frigorifique national, le bétail ne sera pas suffisant pour que les deux établissements puissent fonctionner), nous avons pu traiter, dans les six premiers mois de cette année, 170.000 têtes de bovins. Presque la moitié de cette viande est destinée à la conserve en boîtes, c'est-à-dire au corned-beef.

130 POUR CENT D'AUGMENTATION DES SALAIRES

Quant aux avantages ouvriers, la création de notre coopérative a entraîné, pour tous les travailleurs de la viande, trois augmentations de salaires massives — une par an — sans qu'il fût nécessaire de recourir à la grève, et cela pour la première fois en trente-cinq ans. (Cela, naturellement, dérange les communistes et les partis de l'opposition, de quelque teinte qu'ils soient, la paix sociale n'admettant pas le jeu de la spéculation démagogique.) La chose a d'autant plus d'importance si l'on considère que ces trois augmentations massives des salaires représentent une amélioration de 130 pour cent sur les rémunérations que nous percevions en 1957. Il est certain que ces augmentations élèvent le coût de fonctionnement de notre entreprise, mais elles étaient indispensables, compte tenu de la dévalorisation de la monnaie, de l'augmentation du prix des produits de consommation, des services publics, etc.

Ce qu'il importe de souligner, c'est la tendance constructive imprimée par E.F.C.S.A. à l'industrie de base du pays. Les conflits du travail que nous déclenchions avant, en pleine saison de bétail lourd, et qui duraient parfois deux mois — soit à cause de l'obstination des compagnies, soit pour l'impossibilité où elles étaient de supporter un prix de revient plus élevé — étaient réellement catastrophiques pour l'économie nationale, décourageant les producteurs, fomentant indirectement le marché noir de la viande et déterminant, en dernière instance, la perte de marchés extérieurs pour non respect des accords d'expédition. Les travailleurs subissaient aussi les conséquences de ces longues périodes de paralysie qui poussèrent parfois les entreprises à arrêter toute activité pendant des années entières, et qui furent finalement la raison pour laquelle les entrepreneurs décidèrent de se retirer du pays.

★

Nous sommes pleinement confiants de ce que, avant le terme des dix années prévues par la loi pour le régime légal que nous avons adopté, E.F.C.S.A. développera ses activités, en parvenant à la production ou à l'engrais du bétail pour son propre compte, en installant une fabrique moderne de savon et en augmentant la production de fruits et légumes destinés à être traités par nous. Nous pensons également avec confiance qu'on nous permettra de participer à la fourniture du marché uruguayen.

Par-dessus tout, nous espérons que nous parviendrons à faire évoluer notre organisation juridique et à transformer E.F.C.S.A. en une coopérative intégrale. Cette confiance est basée sur le fait que nous avons triomphé malgré la guerre qu'on nous a mené et malgré les conditions actuelles du commerce de la viande, pires que celles qui obligèrent les vieilles compagnies à se retirer, en nous laissant en héritage un instrument de travail constitué par les deux usines les plus importantes du pays installées il y a longtemps par le capital et le génie industriel et commercial anglo-saxons, et aujourd'hui exploitées et améliorées par des hommes de notre pays qui, de plus, sont de nette formation syndicaliste.

SURENCHERE REVENDICATIVE

Après la constitution de la société acheteuse des frigorifiques, les travailleurs continuèrent à faire partie des anciennes organisations syndicales — Syndicat des ouvriers et ouvrières du frigorifique Artigas, Union ouvrière Swift, Société de chargement et déchargement, Association des employés et cadres de l'industrie frigorifique. Théoriquement les employés, ouvriers et techniciens, en perdant leur patron s'étaient transformés en patrons eux-mêmes, et si l'on admet le principe selon lequel la cause déterminante des organisations syndicales ouvrières est la nécessité de lutter contre le patron ou l'employeur, celles-ci n'avaient plus de raison d'être. Certains dirigeants ouvriers des autres frigorifiques ne manquèrent pas de soutenir que les ouvriers d'E.F.C.S.A. ne pouvaient plus continuer à appartenir à la Fédération ouvrière de l'Industrie de la Viande et dérivés, qui est une organisation d'ouvriers salariés. Ils disaient, en substance, que « patrons » et « ouvriers » ne pouvaient pas siéger sur les mêmes bancs du Congrès national des délégués de la F.O.I.C.A., et l'on remit en question le droit des vieux leaders syndicaux — que la Fédération avait désignés pour faire partie du premier directoire d'E.F.C.S.A. — à continuer à siéger dans les organismes administratifs de cette même Fédération.

Cette polémique, plus passionnelle que rationnelle, dura un peu plus d'un an, et fut aggravée par des influences obscures — dont nous avons déjà parlé — et par des divergences idéologiques, le noyau de base de la Fédération — le Syndicat des ouvriers et ouvrières du frigorifique Artigas — depuis ses origines énergiquement anti-communiste, totalement apolitique, partisan d'un syndicalisme empirique qui se définissait comme syndicalisme « neutre » pour se différencier des organisations « finalistes ». La polémique culmina par l'expulsion du Syndicat du frigorifique Artigas et de l'Association des employés et cadres de l'industrie frigorifique. L'Union ouvrière Swift, actuellement à demi désintégrée — le frigorifique Swift étant toujours fermé, la majorité de ses membres ont été absorbés par le Syndicat Artigas — et la Société de chargement et déchargement (80 personnes) restèrent à la F.O.I.C.A.

En fait, ce qui advint fut que, loin de s'atténuer ou de s'amollir, le caractère revendicatif des organisations syndicales groupant le personnel d'E.F.C.S.A. se fit plus virulent et parvint à imposer l'affiliation obligatoire, pour la première fois dans l'histoire des travailleurs des frigorifiques, et à réclamer sans cesse de nouvelles améliorations quant aux salaires et aux conditions de travail. Une sorte de rivalité s'établit entre partisans et adversaires du système E.F.C.S.A. afin de savoir lesquels étaient les plus « rebelles », les plus « révolutionnaires ». Le résultat de cette rivalité fut que les prix de revient, dans l'industrie

---

(1) *N. de la R.* — Nous ne savons pas de quelle institution il s'agit.

frigorifique, augmentèrent de 100 pour cent en l'espace de quatre ans. Deux facteurs externes intervinrent également dans cette fabuleuse augmentation : la réforme monétaire et l'augmentation consécutive du coût de la vie.

Dans cette course aux améliorations, le principal facteur psychologique, propre à l'homme du Rio de la Plata : l'amour propre, le « machismo » ou complexe du mâle. Personne ne veut rester à la traîne en matière de « postulats » comme ils disent ; des individus qui, au temps des vieilles compagnies, étaient soumis, obséquieux, se sont faits maintenant les champions d'un « révolutionnarisme » dément, et comme les dirigeants syndicaux ne veulent pas risquer de perdre leur prestige, ils se font une concurrence effrénée ; dans le plus pur style des politiciens démagogues. De telle façon que l'esprit pionnier avec lequel cette expérience fut entreprise s'est transformé en un esprit de revendication insatiable et irresponsable, profondément et grossièrement individualiste. Autant ceux qui combattent E.F.C.S.A. que ceux qui la défendent oublient de quoi il s'agit et la traitent comme une vulgaire entreprise capitaliste dont ils essaient d'extraire tout ce qu'ils peuvent ; moins d'efforts pour plus de récompense. Cette [illegible]dance commença à se manifester [illegible]s de la lutte interne de la [illegible], comme une réponse à l'accusation laquelle les travailleurs d'E.F.C.S.A. [illegible] « embourgeoisés » et « avaient oublié [illegible] principes révolutionnaires du syndicalisme » — principes que pour sa part la F.O.I.C.A. ne défendit jamais. A ces critiques, les dirigeants syndicaux d'E.F.C.S.A. répondirent par des exigences d'augmentation des salaires que le prix commercial de la viande ne pouvait réellement pas satisfaire. Et comme l'influence syndicale est décisive au sein du directoire de l'entreprise, celle-ci parvient, lors des « réunions-conseils » sur les salaires, à dévaloriser les arguments des éléments patronaux et des délégués d'Etat.

Ces revendications excessives sont pourtant compensées, partiellement, par l'attitude de la majorité des travailleurs dans l'accomplissement de leur tâche proprement dite. On ne note pas d'absentéisme, on vole beaucoup moins qu'autrefois et, de façon générale, on travaille en conscience.

Il est douloureux de devoir écrire ces choses pour ceux qui ont été partisans de cette expérience. Nous le faisons cependant pour des raisons d'honnêteté intellectuelle.

GESTION ET CONTROLE SYNDICAL

Le Syndicat des ouvriers et ouvrières du frigorifique Artigas renouvelle chaque année sa commission administrative suivant le système des listes et du vote secret. Suivant une vieille tradition qui date du temps des compagnies étrangères, le secrétaire général abandonne son emploi — qu'il reprendra au terme de son mandat — et continue à percevoir le salaire qui correspond à sa spécialité. De plus, le Syndicat est représenté et dirigé par l'ensemble des délégués de sections ou départements et des sous-délégués de chaque branche ou spécialité. Par exemple : la section Ateliers (ou Ingénieurs) a un délégué général, et les mécaniciens, les maçons, les électriciens, les plombiers, les charpentiers, les chaudronniers, les ferblantiers, sont représentés par un sous-délégué pour chaque spécialité. Les délégués de sections ou de départements sont au nombre de vingt (abattage, fabrication des boîtes et autres contenants, étiquetage, chambres froides, graisses, dépeçage, conserves, productions végétales, production porcine, triperie, cuirs, etc.). La commission administrative et l'ensemble des délégués sont pratiquement en session en permanence pour analyser et résoudre les problèmes qui se posent journellement dans toutes les sections, et pour prendre connaissance et position sur les problèmes de caractère général du frigorifique. Au début, les réunions se tenaient en dehors des heures de travail, mais l'habitude a été prise de se réunir maintenant pendant les heures de travail. Cette nouvelle manière coûte à la société, annuellement, une somme estimée à un million de pesos. Cette habitude est également une conséquence des nécessités de gestion et de défense de la société contre ses ennemis qui l'attaquent sans cesse.

Lorsque le Directoire ne trouve plus de raisons à faire valoir auprès du ministère de l'Elevage, du ministère de l'Industrie et du Travail, du ministère des Finances, du Conseil de la Caisse des compensations, du Conseil de gouvernement, des blocs parlementaires, des chefs et des dirigeants influents des partis politiques, on désigne des commissions de gestion et de pression formées par des travailleurs. Pour prendre connaissance des problèmes et définir les moyens de lutte, on réunit ces assemblées qui se terminent parfois par des meetings d'usine, tenus pendant les heures de travail payées. Les conditions adverses extérieures provoquent un état quasi permanent d'agitation et interdisent toute formation didactique, professionnelle et coopérative. Et à cela viennent s'ajouter les revendications permanentes d'éléments irresponsables et indisciplinés. Le Bureau des relations est généralement impuissant à faire respecter le règlement de discipline, car si un ivrogne, un paresseux ou un voleur est pris en faute, il recourt à la solidarité de ses camarades de section pour éviter ou atténuer la sanction disciplinaire qu'il aura méritée, ce qui pose un problème qui, généralement, est résolu par une décision du groupe des délégués. Le même procédé est suivi lorsqu'il s'agit d'éléments qui demandent des avances de salaires en cas de maladie d'un parent proche, ou pour toute autre raison. La chose se complique beaucoup quand il s'agit d'évaluer le travail aux pièces ou de définir les catégories professionnelles, etc. Dans tous les cas le Syndicat intervient.

On peut en dire de même du Syndicat des cadres et employés. L'interprétation de la loi qui régit l'industrie frigorifique est sujette à controverses perpétuelles, et là aussi le Syndicat intervient. Ce qui est plus délicat, c'est que le Syndicat ouvrier intervient également, et trop fréquemment, dans les promotions, les nominations aux postes responsables, imposant ou destituant des ingénieurs, des chefs d'atelier, des contremaîtres, etc. Cette intervention donne lieu à de continuels froissements entre « blouses » (ouvriers) et « cache-poussière » (techniciens, cadres et employés) groupés et défendus par l'A.S.E.I.F.

(A suivre.)

RÉHABILITATION

Onze ans après leur exécution, Rudolf Slansky et neuf de ses compagnons ont été reconnus innocents par la Cour suprême de Prague. Slansky n'était pas moins que secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque, et l'un des neuf autres condamnés, Clementis, était ministre des Affaires étrangères.

Ils furent accusés, ainsi que Rajk et ses amis l'avaient été en Hongrie, et Kostov en Bulgarie, d'avoir monté une organisation titiste. On ne pouvait maintenant, après avoir reconnu que Tito n'était pas un contre-révolutionnaire, après avoir renoué avec lui des rapports amicaux et fraternels, maintenir cette accusation. Mais ceux qui alors suivirent ces procès se souviennent des « confessions de culpabilité » de ces hommes, qui parfois expliquèrent, avec force détails, comment ils avaient trahi, comment ils avaient rencontré les agents de Tito, comment, d'accord avec eux, ils avaient préparé des complots révolutionnaires, etc., etc.

Sous la pression de la pensée libre occidentale, la vérité a commencé à se faire jour dans les nations opprimées de l'Est. Réjouissons-nous-en. Mais cela ne doit pas nous faire oublier ces procès monstrueux, qui sont les symboles d'un régime, ni tous les crimes dont on parle moins, qui commencèrent aux procès de Moscou, et même avant, car les procès de Moscou ne furent que les faits les plus visibles.

Ni qu'alors tous les dévots et les fanatiques de l'œcuménisme communiste ont applaudi ces assassinats, et qu'ils les couvrent toujours dans la mesure où ils le peuvent.

On parle encore souvent de l'assassinat de Sacco et Vanzetti parce qu'ils eurent lieu dans une nation capitaliste. Pourquoi étouffe-t-on le souvenir de ces autres crimes, infiniment plus terribles par le nombre des victimes, et parce qu'ils ont été commis au nom du communisme, du socialisme et du prolétariat ?

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées, les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

L'indispensable Révolution, par Gaston Leval (280 pages, **360 fr.**)

Manifeste socialiste libertaire (40 pages, **60 fr.**)

Le Chemin du Socialisme (40 pages, **60 fr.**)

Bakounine et l'Etat marxiste, par Gaston Leval (24 pages, **40 fr.**)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **175 fr.**)

Le monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **300 fr.** franco)

Eléments d'éthique moderne (105 pages franco, **250 fr.**)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin par Georges Las Vergnas (franco, 5,50 F)

Imp. R. Ouvrière, Paris, 10, r. Montmorency 3e

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **5 NF.** - Etranger : **6 NF.** - L'exemplaire : **0,45 NF.**

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins. BIEVRES (Seine-et-Oise) - C. C. P. Paris 5935 - 17**

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar Quinet, PARIS (14e) — Le directeur-gérant : **Gaston LEVAL**